

Ensemble pour vaincre
la pauvreté
Overcoming Poverty **Together**

**Economic and Social
Inclusion Corporation
(ESIC)**

**La Société d'inclusion
économique et sociale
(SIÉS)**

2013-2014 Annual Report

Rapport annuel 2013-2014



**Société
d'inclusion
économique
et sociale**

**Economic and
Social Inclusion
Corporation**

**Rapport annuel
2013-2014**

**Annual Report
2013-2014**

Rapport annuel 2013-2014

Publié par

La Société d'inclusion économique et sociale
(SIÉS)
Place Kings
440, rue King – pièce 423
Case postale 6000
Fredericton (Nouveau-Brunswick)
E3B 5H1
Canada

<http://www.gnb.ca/pauvreté>

Octobre 2014

ISBN 978-1-4605-0643-1

Imprimé au Nouveau-Brunswick

2013-2014 Annual Report

Published by

The Economic and Social Inclusion Corporation
(ESIC)
Kings Place
440 King Street – Suite 423
P. O. Box 6000
Fredericton, New Brunswick
E3B 5H1
Canada

<http://www.gnb.ca/poverty>

October 2014

ISBN 978-1-4605-0643-1

Printed in New Brunswick

L'honorable Président de
l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick
Édifice de l'Assemblée législative
C.P. 6000
Fredericton (Nouveau-Brunswick)
E3B 5H1

Monsieur le président, Madame la présidente,

Conformément au paragraphe 28(1) de la *Loi sur l'inclusion économique et sociale*, nous sommes heureux de vous soumettre le rapport annuel des activités de la Société d'inclusion économique et sociale pour la période du 1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014.

Respectueusement soumis,

Léo-Paul Pinet, président
Brian Duplessis, co-président
Gerry Pond, co-président
Monique Richard, co-présidente
Ministre Dorothy Shephard, co-présidente

Société d'inclusion économique et sociale

The Honourable Speaker of the
Legislative Assembly of New Brunswick
Legislative Assembly Building
P.O. Box 6000
Fredericton, N.B.
E3B 5H1

Mr. Speaker, Madam Speaker:

Pursuant to subsection 28(1) of the *Economic and Social Inclusion Act*, we are pleased to submit the annual report of the Economic and Social Inclusion Corporation for April 1, 2013 to March 31, 2014.

Respectfully submitted,

Léo-Paul Pinet, President
Brian Duplessis, Co-chair
Gerry Pond, Co-chair
Monique Richard, Co-chair
Minister Dorothy Shephard, Co-chair

Economic and Social Inclusion Corporation

Table des matières

Lettre du président	1
Mandat	6
Conseil d'administration	7
Comités aviseurs	8
Réseaux d'inclusion communautaire	20
Contexte historique du plan <i>Ensemble pour vaincre la pauvreté</i>	36
22 actions prioritaires	37
Rencontres et présentations de la Société. 38	
<i>Ensemble pour vaincre la pauvreté : Le Plan d'inclusion économique et sociale du Nouveau-Brunswick 2014-2019</i>	41
Langues officielles	43
Liste des actions prioritaires.....	46
Faits saillants des activités	59

Table of Contents

Letter from the President	1
Mandate	6
Board of Directors	7
Advisory Committees	8
Community Inclusion Networks	20
Historical Background of the <i>Overcoming Poverty Together Plan 2014-2019</i>	36
22 Priority Actions	37
ESIC meetings and presentations.....	38
<i>Overcoming Poverty Together: The New Brunswick Brunswick Economic And Social Inclusion Plan 2014-201</i>	41
Official Languages.....	43
List of Priority Actions	53
Highlights of Activities	61

Lettre du président

« *Trouve ta place. Prends ta place. Toute ta place. Et seulement ta place* ».

Léo-Paul Pinet

Je suis heureux de soumettre le rapport annuel de la Société d'inclusion économique et sociale (SIÉS) du Nouveau-Brunswick pour l'exercice financier 2013-2014.

La dernière année a été extrêmement chargée et productive pour la SIÉS, les réseaux d'inclusion communautaire (RIC) et les nombreux intervenants en matière d'inclusion économique et sociale.

L'une des principales réalisations de la SIÉS pendant l'exercice 2013-2014 a sans contredit été le processus de renouvellement de *Ensemble pour vaincre la pauvreté : Le Plan d'inclusion économique et sociale du Nouveau-Brunswick*. Tel que prescrit par la *Loi sur l'inclusion économique et sociale*, la SIÉS a le mandat de renouveler le plan à tous les cinq ans, par le biais d'un processus d'engagement public. Le premier plan venant à échéance à la fin de 2014, il fallait, dès le début 2013, songer à préparer un nouveau plan qui poursuivrait sur la lancée du premier.

Après plusieurs mois de planification par la SIÉS et les RIC à compter de janvier 2013, le processus d'engagement public s'est mis en branle le 16 septembre 2013 avec une série de dialogues publics - un par RIC - pendant quatre semaines. Des rencontres avec des groupes cibles, ainsi que la cueillette de commentaires par voie électronique ont également eu lieu.

À la fin du processus d'engagement public, quelque 5 000 commentaires avaient été recueillis, notamment auprès de citoyens, de citoyens ayant connu la pauvreté, de gens d'affaires, de représentants d'organismes communautaires et de représentants de divers paliers de gouvernement. En tout, plus de 13 000 heures ont été consacrées, d'une façon ou d'une autre, à la préparation du nouveau plan. Nous en profitons pour remercier toutes les

Letter from the President

“*Find your place. Take your place. All your place. And only your place.*”

Léo-Paul Pinet

I am pleased to submit the Annual Report for the Economic and Social Inclusion Corporation (ESIC) for the fiscal year 2013-2014.

The past year was extremely busy and productive for ESIC, the Community Inclusion Networks (CINs), and the many economic and social inclusion stakeholders.

Without doubt, one of ESIC's main accomplishments in 2013-2014 was the renewal process for *Overcoming Poverty Together: The New Brunswick Economic and Social Inclusion Plan*. As prescribed by the *Economic and Social Inclusion Act*, ESIC is mandated to renew the plan every five years through a public engagement process. With the first plan expiring at the end of 2014, it was necessary, from the beginning of 2013, to think about preparing a new plan that would continue the momentum of the first.

After several months of planning by ESIC and the CINs, which began in January 2013, the public engagement process was set in motion on September 16, 2013, with a series of public dialogues – one per CIN – over a four-week period. Meetings were held with target groups and comments were also collected electronically.

At the end of the public engagement process, some 5,000 comments had been collected, particularly from citizens, individuals who have experienced poverty, the business community, and representatives of community organizations and the various levels of government. In all, more than 13,000 hours had been spent, in one way or another, on preparing the new plan. We take this opportunity to thank everyone who helped,

personnes qui ont participé, de près ou de loin, à la réussite de ce processus d'engagement public.

D'autres réalisations ont également été accomplies au cours de l'exercice financier 2013-2014. Les RIC ont poursuivi leur excellent travail de sensibilisation et de mobilisation des collectivités en collaboration avec leurs partenaires régionaux. Ils ont poursuivi la mise en œuvre de leurs plans régionaux. Vous trouverez la liste de leurs réalisations à partir de la page 21.

Au 31 mars 2014, la plupart des recommandations des trois comités aviseurs (Bénéfices de la santé, Réforme de l'aide sociale, Entreprise sociale et fonds d'investissement communautaire) avaient été soumises au gouvernement, et bon nombre avaient été mises en œuvre, ou avaient fait l'objet d'annonces du gouvernement. Par exemple, le gouvernement a récemment annoncé le *Régime médicaments du Nouveau-Brunswick* pour les Néo-Brunswickois non-assurés, dont la première phase doit entrer en vigueur le 1er mai 2014. De son côté, 18 mois après son lancement, le régime de soins dentaires et de la vision *De beaux sourires et une bonne vision* pour les enfants de 18 ans et moins de familles à faible revenu comptait 1 981 enfants inscrits, en plus des enfants de familles qui reçoivent de l'aide sociale. Ces deux programmes ont été mis en œuvre à la suite des recommandations du Comité aviseur sur les bénéfices de santé.

Au cours de l'exercice financier 2013-2014, le ministère du Développement social a annoncé et mis en œuvre un certain nombre de modifications aux politiques de l'aide sociale. D'autres modifications sont également prévues pour le prochain exercice financier. Ces modifications font suite aux recommandations du Comité aviseur sur la réforme de l'aide sociale.

Enfin, le Comité aviseur sur l'entreprise sociale et les fonds d'investissement communautaires a présenté ses recommandations au gouvernement au printemps 2013. La réponse du gouvernement a été positive, et un groupe

either directly or indirectly, to make this public engagement process a success.

Other projects were also completed during the 2013-2014 fiscal year. The CINs continued their excellent work in raising awareness and mobilizing communities in collaboration with their regional partners. They continued to implement their regional plans. The list of their accomplishments begins on page 21.

As of March 31, 2014, most of the recommendations of the three Advisory Committees (Health Benefits, Social Assistance Reform, and Social Enterprise and the Community Investment Funds) had been submitted to the government, and many had been implemented or had been the subject of government announcements. A recent example includes the announcement by the government of the *New Brunswick Drug Plan* for uninsured New Brunswickers, the first phase of which is to come into effect on May 1, 2014. Additionally, 18 months after its launch, the vision and dental care plan, *Healthy Smiles and Clear Vision*, for children 18 and under in low-income families had 1,981 children enrolled, in addition to the children who are in families that receive social assistance. These two programs were implemented following the recommendations of the Advisory Committee on Health Benefits.

During the 2013-2014 fiscal year, the Department of Social Development announced and implemented a number of changes to social assistance policies. Other changes are also planned for the next fiscal year. These changes are in response to the recommendations made by the Advisory Committee on Social Assistance Reform.

Lastly, the Advisory Committee on Social Enterprise and the Community Investment Funds presented its recommendations to the government in spring of 2013. The government's response was positive, and a

de travail sur l'entreprise sociale a été créé afin d'examiner la pertinence d'adapter au contexte du Nouveau-Brunswick certaines mesures gouvernementales décrites dans le rapport. Le groupe a aussi pour but d'établir un cadre stratégique à long terme comportant des objectifs, des mesures et un échéancier bien définis pour mettre en place un environnement propice au développement des entreprises sociales au Nouveau-Brunswick. Le budget provincial 2014-2015 déposé en mars 2014 prévoyait la création d'un nouveau programme d'incitatifs fiscaux visant les fonds d'investissement de développement économique communautaire, ainsi que la bonification du crédit d'impôt pour les investisseurs dans les petites entreprises.

La participation et l'appui des citoyens, de même que des secteurs sans but lucratif, des affaires et du gouvernement constituent le principal atout de *Ensemble pour vaincre la pauvreté : Le Plan d'inclusion économique et sociale du Nouveau-Brunswick*. L'engagement collectif à la grandeur de la province et le caractère non partisan établi dès le départ donnent un caractère unique au plan et en demeurent une pièce maîtresse pour en garantir son succès. Nous souhaitons que ces principes se poursuivent dans les années à venir.

Si l'on se fie à la participation et au succès du processus d'engagement public de l'automne 2013 en vue du renouvellement du plan, nous sommes persuadés que la prochaine année en sera une de poursuite, de participation et d'innovation pour conclure le premier plan et amorcer *Ensemble pour vaincre la pauvreté : Le Plan d'inclusion économique et sociale du Nouveau-Brunswick 2014-2019*.

Je désire remercier les douze réseaux d'inclusion communautaire, les co-présidents et les membres du conseil d'administration de la SIÉS, ainsi que la petite et efficace équipe d'employés de la SIÉS pour les efforts et l'engagement qu'ils déploient au quotidien pour mener à bien ce projet de société essentiel, innovateur et unique. Je réitère également mes remerciements à tous ceux qui contribuent sans cesse au succès du plan,

working group on social enterprise was established to look at the relevance of adapting, in the New Brunswick context, certain government measures described in the report. The group was also tasked with establishing a long-term strategic framework with objectives, measures, and a well-defined schedule for creating an environment conducive to the development of social enterprise in New Brunswick. The 2014-2015 provincial budget presented in March 2014 included an new tax incentive program for Community Economic Development Investment Funds and enhancement to the Small Business Investor Tax Credit.

The participation and support of citizens as well as the non-profit, business, and government sectors are the main asset of *Overcoming Poverty Together: The New Brunswick Economic and Social Inclusion Plan*. The collective commitment across the province and the non-partisan nature established at the outset make the plan unique and remain a cornerstone for ensuring its success. We hope to be able to count on those principles in the years ahead.

Based on the participation in and the success of the public engagement process for renewing the plan in fall of 2013, we are convinced that the next year will be one of continuity, cooperation, and innovation in order to conclude the first plan and launch *Overcoming Poverty Together: The New Brunswick Economic and Social Inclusion Plan, 2014-2019*.

I would like to thank the twelve Community Inclusion Networks, the Co-Chairs, and the members of ESIC's Board of Directors, as well as the small but efficient team of ESIC employees for their ongoing efforts and commitment in achieving this essential, innovative, and unique social project. I also reiterate my thanks to all those who consistently contribute to the success of the plan, including the members of the Advisory

notamment les membres des comités aviseurs, des comités de travail et de tous les groupes partenaires qui appuient la SIÉS dans ses efforts.

Sur une note plus personnelle, mon mandat à titre de président de la SIÉS prend fin le 31 mai 2014. Ce fut un plaisir de travailler avec des personnes animées d'une conviction profonde que l'inclusion économique et sociale au Nouveau-Brunswick passe par l'engagement de tous les secteurs. Ce fut un honneur et un privilège pour moi de faire partie de cet effort collectif qui démontre que nous sommes sur la bonne voie pour aider des dizaines de milliers de Néo-Brunswickois à améliorer leur qualité de vie.

Le président,
Léo-Paul Pinet



Le 31 mars 2014

Committees and working groups, and all partners who support ESIC in its efforts.

On a more personal note, my mandate as President of ESIC ends on May 31, 2014. It was a pleasure for me to work with people who are driven by a deep conviction that economic and social inclusion in New Brunswick relies on the commitment of all the sectors. It has been an honor and a privilege for me to be part of this collective undertaking and to show that we are on the right path when it comes to helping tens of thousands of New Brunswickers improve their quality of life.

Léo-Paul Pinet,
President



March 31, 2014

La Société d'inclusion économique et sociale (SIÉS)

Coordonnées

Place Kings
440, rue King – pièce 423
C.P. 6000 Fredericton, NB
E3B 5H1
Téléphone : 506-444-2977
Sans frais : 1-888-295-4545
Télécopieur : 506-444-2978
Site web : www.gnb.ca/poverty
Courriel : esic-sies@gnb.ca

Équipe de la SIÉS

Stéphane Leclair, directeur général
Althea Arsenault, gestionnaire du
développement des ressources
Christine Bourgoïn, coordonnatrice
Scott MacAfee, coordonnateur
Marc Gosselin, coordonnateur
Nathalie Badeau, adjointe administrative
Sylvette Drisdelle, adjointe administrative

The Economic and Social Inclusion Corporation (ESIC)

Contact Information

Kings Place
440 King Street – Suite 423
PO Box 6000 Fredericton, NB
E3B 5H1
Telephone: 506-444-2977
Toll Free: 1-888-295-4545
Fax: 506-444-2978
Website: www.gnb.ca/poverty
Email: esic-sies@gnb.ca

ESIC Team

Stéphane Leclair, Executive Director
Althea Arsenault, Manager of Resource
Development
Christine Bourgoïn, Coordinator
Scott MacAfee, Coordinator
Marc Gosselin, Coordinator
Nathalie Badeau, Administrative Assistant
Sylvette Drisdelle, Administrative Assistant

Mandat

Prévenir et réduire la pauvreté au Nouveau-Brunswick sont des enjeux des plus complexes. Les causes et les conséquences sont nombreuses, et il n'existe aucune solution universelle qui permette de prévenir ou d'éradiquer la pauvreté. Peu importe la définition utilisée pour caractériser la pauvreté, tous s'entendent pour dire qu'il s'agit d'un enjeu sur lequel chacun doit se pencher. La collaboration de chaque membre de notre société est indispensable pour que chaque Néo-Brunswickois ait l'occasion d'atteindre son plein potentiel.

C'est à la suite d'un vaste processus d'engagement par le biais de dialogues publics avec les Néo-Brunswickois de tous les milieux que le premier plan de réduction de la pauvreté de la province, *Ensemble pour vaincre la pauvreté : Le Plan d'inclusion économique et sociale du Nouveau-Brunswick*, a été élaboré. La Société d'inclusion économique et sociale (SIÉS) a été établie pour mettre en œuvre et gérer cette façon unique d'aborder la question de la pauvreté au Nouveau-Brunswick

La Société d'inclusion économique et sociale a été établie afin :

1. d'assurer la mise en œuvre et l'évaluation du plan provincial *Ensemble pour vaincre la pauvreté (EVP)* ainsi que l'élaboration et l'adoption de tout autre plan d'inclusion économique et sociale;
2. de coordonner et d'appuyer les réseaux d'inclusion communautaire dans l'élaboration de leurs plans locaux et la réalisation des objectifs du plan provincial énoncés dans leurs plans locaux;
3. de gérer le Fonds de l'inclusion économique et sociale créé en vertu de l'article 29 de la *Loi sur l'inclusion économique et sociale*;
4. d'exercer les autres activités ou fonctions qu'autorisent ou exigent la présente loi ou les règlements ou qu'ordonne le

Mandate

The prevention and reduction of poverty in New Brunswick is a very complex issue. The causes and effects are many, and not one solution alone is universal in preventing or eradicating poverty. No matter how poverty is defined, it is clear that it is an issue that requires everyone's attention. It is important that all members of our society work together to provide opportunities for all New Brunswickers to reach their full potential.

Following an extensive engagement process based on public dialogue with New Brunswickers from all walks of life, the Province's first poverty reduction plan, *Overcoming Poverty Together: The New Brunswick Economic and Social Inclusion Plan* was developed. The Economic and Social Inclusion Corporation (ESIC) was established to implement and manage this unique approach to addressing the issue of poverty in New Brunswick.

The Economic and Social Inclusion Corporation was established in order to:

1. To ensure the implementation of the provincial *Overcoming Poverty Together (OPT)* Plan and the development and adoption of any other economic and social inclusion plan;
2. To coordinate and support the Community Inclusion Networks in developing their local plans and in reaching objectives of the provincial plan set out in their regional plans;
3. To administer the Economic and Social Inclusion Fund established under section 29 of the *Economic and Social Inclusion Act*;
4. To exercise the other functions or activities authorized or required by this Act or the Regulations or as directed by

lieutenant-gouverneur en conseil;

5. d'élaborer et adopter un nouveau plan d'inclusion économique et sociale à tous les cinq ans par l'entremise d'un processus d'engagement public que la Société conduit à bon terme.

La Société d'inclusion économique et sociale (SIÉS) est dirigée par un conseil d'administration. Des rencontres du conseil d'administrations ont eu lieu à sept reprises au cours de l'exercice. Conformément à *la Loi sur l'inclusion économique et sociale*, le conseil s'est chargé d'administrer les activités et les affaires de la Société, y compris les finances, les opérations l'établissement de politiques et la surveillance des progrès réalisés par rapport aux 22 actions prioritaires.

Conseil d'administration de la SIÉS

Président

Léo-Paul Pinet – secteur sans but lucratif, Caraquet

Co-présidents

Brian Duplessis – sans but lucratif, Mactaquac
Gerry Pond – affaires, Saint John
Monique Richard – citoyens, Saint-Ignace
L'hon. Dorothy Shephard – ministre des Communautés saines et inclusives, Saint John

Secteur des affaires

Anne Hébert – directrice générale, Conseil économique du Nouveau-Brunswick Inc., Bouctouche
Francine Landry – propriétaire de l'Auberge Les jardins et Motel Le Brayon et Chalets, Saint-Jacques
Derek Oland, président, Brasseries Moosehead Ltée, Saint John

Secteur sans but lucratif

Roger Martin – vice-président, Conseil d'éducation francophone sud, Miramichi
Brenda Murphy – coordonnatrice, Urban Core Support Network Saint John Inc., Grand Bay-Westfield

the Lieutenant-Governor in Council;

5. To develop and adopt a new economic and social inclusion plan every five years through a public engagement process successfully conducted by the Corporation.

The Economic and Social Inclusion Corporation is governed by a Board of Directors. The Board of Directors has met seven times in 2012-2013. As per the *Economic and Social Inclusion Act*, the Board of Directors administered the business and affairs of the corporation, including financial, operational, setting policies and monitoring the progress of the 22 action items.

ESIC's Board of Directors

President

Léo-Paul Pinet – Non-profit sector, Caraquet

Co-Chairs

Brian Duplessis – Non-profit, Mactaquac
Gerry Pond - Business, Saint John
Monique Richard – Citizen, Saint-Ignace
Hon. Dorothy Shephard – Minister of Healthy and Inclusive Communities, Saint John

Business Sector

Anne Hébert – Chief Executive Officer, Conseil économique du Nouveau-Brunswick Inc., Bouctouche
Francine Landry – Owner, l'Auberge Les jardins and Motel Le Brayon et Chalets, Saint-Jacques
Derek Oland – Executive Chairman, Moosehead Breweries Ltd., Saint John

Non-Profit Sector

Roger Martin – Vice-President, Conseil d'éducation francophone sud, Miramichi
Brenda Murphy – Coordinator, Urban Core Support Network Saint John Inc., Grand Bay-Westfield

July Synott – Services à la famille Népissiguit,
Goodwin Mill

Gouvernement provincial

L'hon. Marie-Claude Blais – ministre de
l'Éducation et Développement de la petite
enfance, Moncton

L'hon. Jody Carr – ministre de l'Éducation
postsecondaire, Formation et Travail, Burton

L'hon. Madeleine Dubé – ministre du
Développement social, Edmundston

Citoyens ayant vécu ou vivant en pauvreté

Ginette Arsenault, Fredericton

Juanita Black, Saint John

Jacques-François Levesque, Grand-Sault

Jennifer Melanson, Upper Coverdale

Angel Michaud, Perth-Andover

Lucie Robichaud, Baie du Petit-Pokemouche

Beverly Wilcox, Bathurst

Comités aviseurs de la SIÉS

Trois comités ont été formés pour se pencher sur des domaines particuliers du plan *Ensemble pour vaincre la pauvreté*, notamment : Bénéfices de santé, Réforme de l'aide sociale, et Entreprises sociales et fonds d'investissement communautaires. Chaque comité était formé de représentants des citoyens et des trois secteurs (affaires, sans but lucratif, gouvernement provincial), ainsi que de membres du conseil d'administration de la SIÉS.

Comité aviseur sur les bénéfiques de santé

Mandat

Le mandat du Comité aviseur sur les bénéfiques de santé était de :

- créer un régime de soins de la vue et de soins dentaires pour tous les enfants Néo-Brunswickois issus de familles à faible revenu.
- créer un mécanisme visant à fournir un régime de médicaments sur ordonnance à tous les citoyens du Nouveau-Brunswick qui n'ont pas d'assurance.

July Synott – Népissiguit Family Services,
Goodwin Mill

Provincial Government

Hon. Marie-Claude Blais – Minister of
Education and Early Childhood Development,
Moncton

Hon. Jody Carr – Minister of Post-Secondary
Education, Training and Labour, Burton

Hon. Madeleine Dubé – Minister of Social
Development, Edmundston

Citizens who live or have lived in poverty

Ginette Arsenault, Fredericton

Juanita Black, Saint John

Jacques-François Levesque, Grand Falls

Jennifer Melanson, Upper Coverdale

Angel Michaud, Perth-Andover

Lucie Robichaud, Baie du Petit-Pokemouche

Beverly Wilcox, Bathurst

ESIC Advisory Committees

Three committees were formed to focus on specific areas of the *Overcoming Poverty Together Plan*: health benefits, social assistance reform and social enterprise and community investment. Each committee was comprised of citizens and representatives from the three sectors, as well as members of ESIC's Board of Directors.

Advisory Committee on Health Benefits

Mandate

The mandate of the Advisory Committee on Health Benefits was:

- To develop a vision and dental plan for all low-income New Brunswick children
- To develop a mechanism to provide a prescription drug plan to all uninsured New Brunswick citizens.

Membres du Comité aviseur sur les bénéfiques de santé

D^r Dennis Furlong, président, Dalhousie,
Juanita Black, Saint John
Mike Blanchard, Bath
Jean-Roch Cayouette, Saint-Quentin
Ron Gathercole, Moncton
Anne Hébert, Bouctouche
Mary Anne Leblanc, Saint John
Jacques-François Levesque, Grand-Sault
Rosella Melanson, Fredericton
Derek Oland, Saint John
Barry Cohen Thorley, Grand-Bay-Westfield

Au moment de sa création, le comité aviseur sur les bénéfiques de santé s'est vu confier deux mandats précis :

1. Créer un régime de soins de la vue et de soins dentaires pour tous les enfants Néo-Brunswickois issus de familles à faible revenu;
2. Créer un mécanisme visant à fournir un régime de médicaments sur ordonnance à tous les citoyens Néo-Brunswickois qui n'ont pas d'assurance.

De beaux sourires et une bonne vision

Le 1^{er} septembre 2012, le régime de soins dentaires et de la vue *De beaux sourires et une bonne vision* est entré en vigueur et fournit la couverture nécessaire pour certains soins de vision et dentaires pour les enfants de 18 ans et moins de familles à faible revenu.

Le programme des soins de la vue couvre les services de base, comme l'examen complet annuel, les lentilles et la monture jusqu'à concurrence de 220 \$ tous les deux ans. Le programme de soins dentaires couvre les services de base, notamment les examens habituels, les radiographies et l'extraction de dents, y compris certains traitements préventifs, jusqu'à un coût maximal de 1 000 \$ par année.

Les enfants du Nouveau-Brunswick inscrits au ministère du Développement social sont automatiquement inscrits au programme. Les enfants issus de familles à faible revenu

Members of the Advisory Committee on Health Benefits

Dr. Dennis Furlong, Chair, Dalhousie,
Juanita Black, Saint John
Mike Blanchard, Bath
Jean-Roch Cayouette, Saint-Quentin
Ron Gathercole, Moncton
Anne Hébert, Bouctouche
Mary Anne Leblanc, Saint John
Jacques-François Levesque, Grand-Sault
Rosella Melanson, Fredericton
Derek Oland, Saint John
Barry Cohen Thorley, Grand-Bay- Westfield

Au moment de sa création, le comité aviseur sur les bénéfiques de santé s'est vu confier deux mandats précis :

1. To establish a vision and dental plan for all New Brunswick children from low-income families;
2. To establish a mechanism to provide a prescription drug plan for all uninsured New Brunswickers.

Healthy Smiles, Clear Vision

On September 1st, 2012, the dental and vision plan *Healthy Smiles, Clear Vision* took effect to provide the necessary coverage for specified dental and vision benefits to children 18 years of age and younger in families with a low-income.

The vision care program covers basic services such as the complete annual check-up and lenses and frames up to \$220 every two years. The dental care program covers basic services, including the usual check-ups, x-rays, tooth extraction, and certain preventative treatments up to a maximum of \$1,000 per year.

New Brunswick children registered with the Department of Social Development are automatically enrolled in the program. Children from low-income families could also benefit

pourraient profiter de ce programme qui a fait l'objet d'une vaste campagne de promotion dans les écoles de la province, auprès des réseaux d'inclusion communautaire et par le biais d'autres organismes pertinents.

Au 31 mars 2014, 16 339 enfants du Nouveau-Brunswick avaient accès au programme *De beaux sourires et une bonne vision*. Ce nombre comprend 1 981 enfants issus de familles à faible revenu qui se sont inscrits au programme depuis sa mise en œuvre.

Régime médicaments du Nouveau-Brunswick

Le 10 décembre 2013, le gouvernement du Nouveau-Brunswick a annoncé l'entrée en vigueur du *Régime médicaments du Nouveau-Brunswick* le 1^{er} mai 2014.

Le régime aidera les Néo-Brunswickois à éviter les coûts onéreux des produits pharmaceutiques et il garantira la disponibilité d'une assurance pour les médicaments sur ordonnance à chaque résident.

Il y a au Nouveau-Brunswick 70 000 familles qui n'ont aucune couverture pour les médicaments.

Le régime couvrira les médicaments figurant au formulaire du Plan de médicaments du Nouveau-Brunswick. Il n'y aura pas de franchise, et la couverture ne pourra être refusée en raison de l'âge ou d'un trouble de santé préexistant.

Le régime sera mis en œuvre en deux phases.

La première phase – inscription volontaire – entrera en vigueur le 1^{er} mai 2014 alors que les Néo-Brunswickois détenteurs d'une carte d'assurance-maladie valide pourront choisir de s'inscrire au régime. Cette étape prendra fin le 31 mars 2015. Pendant la période d'inscription volontaire, les primes seront comme suit :

from this program, which was extensively promoted throughout the province's school system, through the Community Inclusion Networks and through other relevant organizations.

As of March 31, 2014, 16,339 New Brunswick children had access to the *Healthy Smiles, Clear Vision* program. This includes 1,981 children of low-income families who enrolled in the program once it was implemented.

New Brunswick Drug Plan

On December 13, 2013, the government of New Brunswick announced that the *New Brunswick Drug Plan* will take effect on May 1st, 2014.

The plan will help New Brunswickers avoid catastrophic drug costs and ensure that prescription drug insurance is available to everyone.

There are 70,000 families with no drug coverage in New Brunswick.

The Plan will cover drugs listed on the New Brunswick Drug Program formulary. There will be no deductible, and coverage will not be denied because of age or pre-existing medical conditions.

The Plan will be implemented in two phases.

Phase 1 – voluntary enrollment – will begin on May 1, 2014, when New Brunswickers with a valid Medicare card can choose to enroll in the Plan. This phase will end on March 31, 2015. The premiums in the voluntary enrollment phase will be as follows:

Niveaux de revenu brut		Prime annuelle par adulte	Prime mensuelle par adulte
Adulte	Parent célibataire / Couple avec ou sans enfant		
6 360\$ ou moins	49 389\$ ou moins	800\$	67\$
26 361\$ à 50 000\$	49 390\$ à 75 000\$	1 400\$	117\$
50 001 à 75 000\$	75 001 à 100 000\$	1 600\$	133\$
Plus de 75 000\$	Plus de 100 000\$	2 000\$	167\$

Les enfants âgés de 18 ans et moins ne paieront aucune prime, mais un parent devra être inscrit au régime. Tous les membres du régime devront verser une quote-part de 30 pour cent à la pharmacie jusqu'à un maximum de 30 \$ par ordonnance.

Du 1er mai 2014 au 31 mars 2015, certains Néo-Brunswickois qui ont un régime privé d'assurance-médicaments, mais qui ont tout de même à dépenser d'importantes sommes pour des médicaments ou qui ont besoin de l'accès à un médicament couvert en vertu du nouveau régime mais non par leur assurance privée, pourront s'inscrire au *Régime médicaments du Nouveau-Brunswick*.

La deuxième phase – couverture médicaments obligatoire – débutera le 1er avril 2015, alors que tous les gens du Nouveau-Brunswick devront avoir une assurance pour les médicaments sur ordonnance. Ceux qui n'ont pas d'assurance privée pourront s'inscrire au *Régime médicaments du Nouveau-Brunswick*.

Les primes de la deuxième phase n'ont pas encore été établies. Les Néo-Brunswickois ayant un faible revenu qui participeront au *Régime médicaments du NB* pourront obtenir des subventions (en fonction de leur revenu et du nombre de personnes dans la famille) pour compenser les coûts des primes et des quotes-parts.

Gross Income Levels		Annual Premium per adult	Monthly Premium per adult
Individual	Single with Children / Couple with or without children		
\$26,360 or less	\$49,389 or less	\$ 800	\$ 67
\$26,361 to \$50,000	\$49,390 to \$75,000	\$1,400	\$ 117
\$50,001 to \$75,000	\$75,001 to \$100,000	\$1,600	\$ 133
Over \$75,000	Over \$100,000	\$2,000	\$ 167

Children 18 and younger will not pay premiums but a parent will have to be enrolled in the Plan. All Plan members will be required to pay a 30 per-cent co-pay at the pharmacy up to \$30 per prescription.

From May 1, 2014, to March 31, 2015, some New Brunswickers who have private drug plans but still incur high drug costs or need access to a drug covered under the new plan but not through their private plan may join the *New Brunswick Drug Plan*.

Phase 2 will – Mandatory requirement for prescription drug coverage – will begin on April 1, 2015, when all New Brunswickers will be required to have prescription drug insurance. Those not insured by a private plan will have the option to join the *New Brunswick Drug Plan*.

The Phase 2 premiums have not yet been determined. For lower income New Brunswickers who join the NB Drug Plan, subsidies (based on income and family size) will be available to offset the cost of premiums and co-payments.

Le 1er avril 2015, les normes minimales de couverture entreront en vigueur, ce qui signifie que tous les régimes privés d'assurance-médicaments de groupe devront offrir une couverture aussi bonne que celle du *Régime médicaments du Nouveau-Brunswick*. Les exigences suivantes s'appliqueront :

- Tous les régimes privés d'assurance médicaments de groupe couvriront les médicaments figurant sur la liste de couverture minimale dans le formulaire du *Régime médicaments du Nouveau-Brunswick*;
- Les régimes privés d'assurance de groupe ne pourront imposer un plafonnement annuel ou pour la durée de vie sur le montant de la couverture pour les médicaments figurant sur la liste de couverture minimale dans le formulaire du *Régime médicaments du Nouveau-Brunswick*;
- Afin de protéger les participants au régime contre les frais élevés, l'une ou l'autre des méthodes suivantes doit être en place pour tous les médicaments figurant sur la liste de couverture minimale dans le formulaire du *Régime médicaments du Nouveau-Brunswick* :
 - la quote-part versée à la pharmacie ne devra pas excéder 30 \$ par ordonnance; ou
 - la quote-part ou la franchise versée à la pharmacie pour chaque membre du régime ne devra pas dépasser 2 000 \$ par année.

En raison de ces dispositions, après le 1er avril 2015, les personnes qui possèdent un régime privés d'assurance de groupe ne seront pas admissibles au *Régime médicaments du Nouveau-Brunswick*.

Un nouveau processus de consultation sera entrepris pour déterminer comment les employeurs qui n'offrent pas de couverture pour les médicaments peuvent contribuer au régime. Un comité consultatif de mise en œuvre, créé dans le but d'offrir un soutien et des conseils stratégiques, sera responsable de cette consultation.

On April 1, 2015, minimum coverage standards will come into effect, which means that all private group drug plans must be at least as good as the *New Brunswick Drug Plan*. The following requirements will apply:

- All private group drug plans will cover every drug listed as a minimum requirement on the *New Brunswick Drug Plan* formulary;
- Private group plans will not be allowed to have annual or lifetime caps on the amount of coverage for drugs listed as a minimum requirement on the *New Brunswick Drug Plan* formulary ; and
- To protect plan members against out-of-pocket costs, one of the following two ways must be in place for all drugs listed as a minimum requirement on the *New Brunswick Drug Plan* formulary:
 - co-payments paid at the pharmacy may not exceed \$30 per prescription; or
 - co-payments and/or deductibles paid at the pharmacy for each plan member may not exceed \$2,000 per year.

Because of these provisions, after April 1, 2015, those who have private group drug coverage available to them will not be eligible for the *New Brunswick Drug Plan*.

A new consultation process will be undertaken to determine how employers who do not provide drug coverage can contribute to the Plan. An implementation advisory committee, established to provide support and strategic advice, will lead this process.

On estime que pendant la première phase – inscription volontaire – le coût total du régime sera d'environ 50 millions de dollars, dont 23 millions proviendront des membres du régime et 27 millions du gouvernement provincial. Une fois que le régime sera pleinement mis en œuvre, on prévoit que le total des frais partagés sera de 120 à 150 millions de dollars.

Comité aviseur sur la réforme de l'aide sociale

Mandat

Le mandat du comité aviseur sur la réforme de l'aide sociale avait pour but de fournir des commentaires et recommandations au ministère du Développement social en ce qui concerne les programmes pour la réforme de l'aide sociale au Nouveau-Brunswick, afin d'être conforme avec le plan *Ensemble pour vaincre la pauvreté*. Ces conseils et ces commentaires faisaient suite aux présentations et documents préparés et présentés par le comité ministériel sur la réforme de l'aide sociale qui étudie le réaligement de la prestation de programmes relatifs avec cette initiative.

Membres

Roger Lessard – co-président, Pokemouche
Ken Pike – co-président, Fredericton
Ben Beaulieu, Edmundston
Haley Flaro, Fredericton
Nancy Hartling, Moncton
Randy Hatfield, Saint John
Liette Holmes, Neguac
Jennifer Melanson, Upper Coverdale
Brenda Murphy, Saint John
John Wheatley, Saint John

Dès le début, le comité aviseur s'est penché sur un nombre de dossiers, dont certains ont été mis en œuvre, tandis que d'autres ont été présentés au gouvernement en octobre 2012 pour examen. En avril 2013, le gouvernement provincial a annoncé un grand nombre de changements dans les politiques relatives à l'aide sociale. Ces changements découlent des recommandations faites par le comité aviseur en 2012 et sont entrés en vigueur en octobre 2013. Ces changements comprenaient :

It is estimated that during Phase 1 – voluntary enrollment – the total cost of the Plan will be \$50 million, of which \$23 million will be paid by Plan members and \$27 million will be paid by the provincial government. Once the Plan is fully implemented, it is anticipated that the total shared cost will be between \$120 million and \$150 million.

Advisory Committee on Social Assistance Reform

Mandate

The mandate of the Advisory Committee on Social Assistance Reform was to provide advice and feedback to the Department of Social Development's internal Steering Committee on Social Assistance Reform as it redesigns the social assistance program for New Brunswick in accordance with the *Overcoming Poverty Together* Plan. This advice and feedback was in response to presentations and documentation prepared and presented by the Steering Committee on Social Assistance Reform at critical junctions in the program design, as well as in relation to implementation issues in rolling out the initiative.

Members

Roger Lessard – Co-Chair Pokemouche
Ken Pike – Co-Chair, Fredericton
Ben Beaulieu, Edmundston
Haley Flaro, Fredericton
Nancy Hartling, Moncton
Randy Hatfield, Saint John
Liette Holmes, Neguac
Jennifer Melanson, Upper Coverdale
Brenda Murphy, Saint John
John Wheatley, Saint John

From the onset, the Committee worked on a number of mandated items, some of which have been implemented, while others were presented to government for consideration in October 2012. In April, 2013, the provincial government announced a large number of policy changes to social assistance, based on the recommendations made to the government by the Advisory Committee in 2012. These recommendations were implemented in October 2013. These changes included:

- des améliorations à la politique sur les exemptions salariales;
- une hausse des taux d'aide sociale;
- une majoration des taux d'aide sociale; l'ajout d'une nouvelle exemption à la Politique sur le revenu du ménage;
- des mesures supplémentaires de soutien pour les familles aux prises avec des frais de logement élevés; et
- des améliorations à l'aide dont bénéficient les clients handicapés vivant chez leurs parents.

Politique sur les exemptions salariales

La révision de la politique sur les exemptions salariales qui permettra aux prestataires qui auront trouvé un emploi de conserver une plus grande part de leurs revenus constitue l'amélioration la plus importante de la réforme de l'aide sociale. Cette politique a été améliorée afin de permettre aux prestataires de conserver une plus grande part de leurs revenus durant la période de transition de l'aide sociale à l'emploi. Les prestations des clients sont maintenant réduites de 0,70 \$ pour chaque dollar additionnel gagné au-delà du montant totalement exempté. La politique précédente réduisait les prestations des clients de un dollar pour chaque dollar gagné.

Taux d'aide sociale

Les prestations d'aide sociale de base sont majorées de sept pour cent sur une période de six mois : quatre pour cent en octobre 2013 et trois pour cent en avril 2014.

Les prestataires célibataires aptes au travail qui n'ont pas d'obstacles à l'emploi n'ont pas eu droit à ces augmentations. En 2010, ce groupe de prestataires a bénéficié d'une augmentation de 82 pour cent au moment de l'abolition du taux d'aide intérimaire.

Un grand nombre de prestataires de l'aide sociale sont capables de réintégrer le marché du travail avec l'assistance et le soutien

- enhanced wage exemption policy;
- increase in social assistance rates;
- addition of a new exemption to the Household Income Policy;
- additional support for families with high shelter costs; and
- improvements to the assistance provided to disabled clients living with their parents.

Wage exemption policy

The most significant improvement of social assistance reform was the revision of the wage exemption policy to allow recipients to keep more of their earnings as they gain employment. This policy was improved to help recipients keep more of their earnings as they make the transition to employment from social assistance. A client's benefits are now reduced by 70 cents for every additional \$1 he or she earns beyond the fully exempted amount. The previous policy reduced a client's benefits by \$1 for every \$1 in earnings.

Social assistance rates

Basic social assistance rates are increased by seven per cent over six months: four per cent in October 2013 and three per cent in April 2014.

Single employable individuals who do not have barriers to employment were not eligible for these increases. In 2010, this group received an increase of 82 per cent when the interim assistance rate was eliminated.

Many people receiving social assistance are able to work with the right help and support. On top of receiving monthly social assistance

appropriés. En plus des prestations mensuelles d'aide sociale, ces clients ont accès à du soutien et à des conseils pour les aider à trouver un emploi.

La structure des taux d'aide sociale a été simplifiée en fusionnant les deux grilles tarifaires existantes en une seule. Cela s'est traduit par une augmentation supplémentaire de deux pour cent pour les familles aux prises avec des frais de logement élevés.

Politique sur le revenu des ménages

L'augmentation du nombre d'exemptions à la Politique sur le revenu du ménage permet d'améliorer la qualité de vie des personnes les plus vulnérables.

Il y a 14 exemptions dans le cadre de cette politique. Une nouvelle exemption a été créée pour inclure les clients célibataires qui font face à de nombreux défis au chapitre de la formation, de la santé, du logement et sur le plan social, défis qui représentent pour ces personnes autant d'obstacles chroniques d'importance à l'emploi.

Le nombre de clients bénéficiant d'une exemption à cette politique a augmenté afin de leur offrir davantage de choix en matière de modes de vie ainsi qu'une occasion de réduire les frais de logement.

Les clients vivant une relation conjugale continuent de recevoir un seul chèque par ménage.

Supplément de loyer

Le supplément versé aux familles aux prises avec des frais de logement élevés a été augmenté de 20 pour cent. Les familles qui consacrent plus de 30 pour cent de leurs prestations aux frais de logement reçoivent un supplément pour les aider à atténuer ces frais.

Déductions pour les frais de logement

Les clients handicapés qui vivent chez leurs parents ont eu droit à une réduction de leurs déductions pour les frais de logement, en plus

payments, clients are able to receive support and guidance in their pursuit of employment.

The social assistance rate structure has been simplified by merging the two existing rate schedules into one. This translated into an additional two-per-cent increase for families with high shelter costs.

Household Income Policy

Some people are more vulnerable than others. Expanding the exemptions to the Household Income Policy improves the quality of life of the most vulnerable persons.

There are 14 exemptions under the policy. A new exemption has been created to include single clients with multiple education, health, housing and social challenges that present chronic, significant barriers to employment.

The number of clients exempt from the policy was expanded to provide them with more choices in their living arrangement and an opportunity to reduce shelter costs.

Clients in spousal relationships continue to receive one cheque for the household.

Shelter supplement

The supplement available to families struggling with high shelter costs was increased by 20 per cent. Families that spend more than 30 per cent of their assistance on shelter costs receive a supplement to help offset these costs.

Shelter deductions

Clients with disabilities who live with their parents are eligible for a reduction in their shelter deductions in addition to the overall

de l'augmentation globale du taux d'aide sociale dont ils pourront bénéficier. Dans les cas où le revenu parental est inférieur à 50 000\$, la déduction pour les frais de logement a été éliminée. Dans les cas où le revenu parental est supérieur à 50 000\$, la déduction pour les frais de logement a été réduite à un taux unique de 100 \$ pour les clients célibataires ayant un handicap.

Le 21 mars 2014, le gouvernement a annoncé d'autres mesures pour l'exercice financier 2014-2015.

Comité aviseur sur l'entreprise sociale et les fonds d'investissement communautaires

Mandat

Le mandat du comité aviseur sur l'Entreprise sociale et les fonds d'investissement communautaires était d'élaborer un cadre stratégique sur l'entreprise sociale et les fonds d'investissement communautaires, au sein duquel les réseaux d'inclusion communautaire peuvent fonctionner.

Le Comité s'engageait à étudier le concept en profondeur et à prendre en considération ce qui se fait dans les autres provinces.

Membres

Seth Asimakos – co-président, Saint John
André Leclerc – co-président, Edmundston
Ginette Arseneau, Fredericton
Sharon Geldart, Moncton
Dan Gillis, Moncton
Steven Hicks, Fredericton
Val MacDermid, Port Elgin
Simon Mitchell, Dumfries
Gerry Pond, Saint John
Monique Richard, Saint-Louis-de-Kent
Sue Rickards, Lower Queensbury
Jean-Claude Savoie, Saint-Quentin

Selon le plan *Ensemble pour vaincre la pauvreté*, l'entreprise sociale et l'investissement communautaire sont parmi les approches les plus prometteuses pour aider le Nouveau-Brunswick à s'attaquer aux questions multidimensionnelles associées à la pauvreté.

social assistance rate increase they will receive. In instances where the parental income is less than \$50,000, the shelter deduction was eliminated. In instances where the parental income exceeds \$50,000, the shelter deduction was reduced to a flat rate of \$100 for single disabled clients.

On March 21, 2014, the government announced more changes to be undertaken during fiscal 2014-2015.

Advisory Committee on Social Enterprise and Community Investment Funds

Mandate

The mandate of the Advisory Committee for Social Enterprise and Community Investment Funds was to develop a policy framework on social enterprise and community investment funds within which the Community Inclusion Networks can work.

The Advisory Committee committed to study the concept in a comprehensive manner and to take into consideration what is being done in other provinces.

Members

Seth Asimakos Co-Chair, Saint John
André Leclerc, Co-Chair, Edmundston
Ginette Arseneau, Fredericton
Sharon Geldart, Moncton
Dan Gillis, Moncton
Steven Hicks, Fredericton
Val MacDermid, Port Elgin
Simon Mitchell, Dumfries
Gerry Pond, Saint John
Monique Richard, Saint-Louis-de-Kent
Sue Rickards, Lower Queensbury
Jean-Claude Savoie, Saint-Quentin

Under the *Overcoming Poverty Together Plan*, social enterprise and community investment funds were among the most promising approaches for helping the Province to address the multidimensional issues associated with poverty. For ESIC, this approach is an

Pour la SIÉS, cette approche est un outil essentiel pour mobiliser ceux qui sont déconnectés, promouvoir l'entrepreneuriat, accroître l'emploi, former les travailleurs et remplir les créneaux économiques.

Le comité aviseur sur l'entreprise sociale et les fonds d'investissement communautaires a d'abord examiné et inventorié certaines entreprises sociales ainsi que les meilleures pratiques dans la province. Ce processus a permis de définir l'emplacement, le but, les défis et les activités des entreprises sociales au Nouveau-Brunswick.

Au printemps de 2012, le comité a mené une enquête au Nouveau-Brunswick dans le but de comparer les entreprises sociales. Le comité s'est assuré de faire partie du leadership en matière d'élaboration d'une base de données sur les meilleures pratiques et de bâtir en fin de compte un cadre progressif pour l'entreprise sociale au Nouveau-Brunswick.

Le Comité a élaboré un cadre stratégique qui a défini des mesures pour promouvoir l'entreprise sociale et l'investissement communautaire et appuyer le développement du secteur. Ce cadre stratégique a tiré parti d'une grande quantité de recherches et de publications et a défini des mesures pour promouvoir l'entreprise sociale et l'investissement communautaire. Il comprend également des recommandations à l'intention du gouvernement qui sont conformes aux objectifs visant à jeter les bases d'une stratégie globale de l'entreprise sociale qui peut être élaborée par étapes au fil du temps.

Le Comité aviseur a rencontré les représentants des ministères et les principaux intervenants afin d'amorcer le dialogue sur l'innovation sociale et les investissements communautaires pour favoriser la croissance dans les secteurs économique et social du Nouveau-Brunswick.

Le comité a soumis son rapport final – *L'apprentissage et l'activité rémunérée : Élaborer un cadre stratégique sur l'entreprise sociale* – au conseil d'administration de la SIÉS en juin 2012.

essential tool for catalyzing those who are disconnected, promoting entrepreneurship, increasing employment, training workers, and filling economic niches.

The Advisory Committee on Social Enterprise and Community Investment Funds first examined and inventoried certain social enterprises and best practices in the province. This process made it possible to define the location, purpose, challenges, and activities of social enterprises in New Brunswick.

In the spring of 2012, the Committee conducted a comparative social enterprise survey in New Brunswick. The Committee ensured that it was in the forefront of developing a database on best practices and, ultimately, constructing a progressive framework for social enterprise in New Brunswick.

The Committee developed a strategic framework that outlined measures to promote social enterprise and community investment and that supports the development of this sector. This strategic framework built on a vast amount of research and publications and set out measures to promote social enterprise and community investment. It also included recommendations to government that are consistent with the objectives designed to lay the foundations for a comprehensive social enterprise strategy that can be developed in stages over time.

The Advisory Committee also met with departmental representatives and the key stakeholders to initiate a dialogue on social innovation and community investment to foster growth in New Brunswick's economic and social sectors.

The Committee submitted its final report titled *Learning and Earning – Building a Social Enterprise Policy Framework*, to ESIC's Board of Directors in June 2012.

Le rapport et ses recommandations ont été présentés aux ministères du Développement social, du Développement économique, des Communautés saines et inclusives et des Finances au printemps 2013.

Par la suite, un groupe de travail sur l'entreprise sociale a été créé afin d'examiner s'il serait pertinent et pratique d'adapter au contexte du Nouveau-Brunswick certaines mesures gouvernementales décrites dans le rapport, et pour créer un cadre stratégique à long terme comportant des objectifs, des mesures et un échéancier bien définis pour mettre en place un environnement propice au développement des entreprises sociales au Nouveau-Brunswick.

Le groupe de travail était dirigé par deux co-présidents – l'un provenant du gouvernement, l'autre du secteur privé. Le groupe comprenait des représentants du secteur des organismes sans but lucratif, du secteur des affaires, de divers ministères du gouvernement, et de la SIÉS.

Plus d'une quarantaine de membres furent choisis en raison de leur savoir-faire dans le domaine de l'entreprise sociale et des fonds d'investissement communautaire, et dans la capacité de prendre des décisions au nom des groupes qu'ils représentent.

Le groupe de travail a établi les quatre sous-comités suivants :

1. Recherche et sensibilisation
2. Perfectionnement des compétences
3. Finances et investissement
4. Possibilités d'affaires

La SIÉS a poursuivi ses discussions avec les ministères du gouvernement ainsi que les partenaires. La Société a continué de jouer un rôle de premier plan dans la promotion des entreprises sociales et des investissements communautaires.

En 2013-2014, la SIÉS a travaillé de concert avec les ministères des Finances et des Communautés saines et inclusives afin

The report and its recommendations were presented to the Departments of Social Development, Economic Development, Healthy and Inclusive Communities, and Finance in the spring of 2013.

As a result, a working group on Social Enterprise was established to examine the relevance and practicality of adapting proposed government actions identified in the report to the New Brunswick context, and to create a long-term policy framework with articulated goals, actions and timelines for building a supporting environment for social enterprise in New Brunswick

The Working Group was comprised of two co-chairs (one from government and one from the private sector) and representatives from the non-profit sector, the business sectors, and various government departments, including ESIC

More than forty members were chosen based on their level of relevance and expertise in the area of social enterprise and community investment fund development, and on their decision-making authority to speak on behalf of the group they represent.

The following four sub-committees were established under the direction of the Working Group:

1. Research and Awareness
2. Skills Development
3. Access to Finance and Investment
4. Market Opportunities

ESIC continued to maintain a constant dialogue with government departments and stakeholders and played a leadership role in the promotion of social enterprises and community investments.

In 2013-14, ESIC worked with the Department of Finance and the Department of Healthy and Inclusive Communities in the development of

d'élaborer de nouveaux programmes de soutien, y compris la création d'un fonds commun de capital (CEDIF), qui permet aux investisseurs – particuliers et sociétés – d'investir dans un fonds de secours communautaire local. Le crédit d'impôt pour les investisseurs dans les petites entreprises a été bonifié, ce qui élargit l'accès à des capitaux pour les petites entreprises et permet la création de sociétés de développement économique communautaire.

La SIÉS a également collaboré avec les RIC et de nombreux autres chefs de file dans la province afin d'offrir aux entreprises sociales des occasions de réseautage, de formation et de perfectionnement des compétences.

À l'hiver et au printemps 2014, la SIÉS a participé à l'élaboration d'un sondage en ligne auprès des entreprises sociales du Nouveau-Brunswick. Quelque 150 (20 p. cent) de ces entreprises y ont participé. À la suite de l'analyse des données, un rapport final et une étude d'impact économique ont été entrepris et devraient être complétés à la fin de l'été 2014. La SIÉS s'est également jointe au Conseil de l'entreprise coopérative du Nouveau-Brunswick pour concevoir de nouveaux outils à l'intention des entrepreneurs sociaux. Ces outils comprennent des guides sur le financement et le soutien technique, un cadre destiné à l'évaluation, des ateliers, des outils de promotion incluant une série de vidéos et de vignettes portant sur les entreprises sociales du Nouveau-Brunswick (<http://www2.gnb.ca/content/gnb/fr/ministeres/sies/sociale.html>).

De leur côté, un bon nombre de RIC ont déjà participé à la mise sur pied de projets d'entreprises sociales. Avec l'aide de la SIÉS, les RIC se munissent de paramètres visant au développement de ce secteur croissant dans le monde. Le besoin est grandissant, et les possibilités d'accroître l'économie sociale sont nombreuses au Nouveau-Brunswick. Il suffit d'y consacrer les ressources pertinentes dans la province.

new support programs, including the creation of a Community Economic Development Investment Fund (CEDIF), to allow individuals and corporate investors to invest in a registered local community fund, as well as improvements to the NB Small Business Investor Tax Credit program. This provides increased access to capital for small businesses and allows for the creation of community economic development corporations.

ESIC also worked with the CINs and partnered with several other leaders in the province in providing networking, training and skills development opportunities for social entrepreneurs.

In the winter and spring of 2014, ESIC participated in the development of an online survey of social enterprises in New Brunswick. Approximately 150 (20%) of these enterprises participating in the survey. Following the analysis of the data, a final report and an economic impact study were scheduled to be completed by end of summer 2014. ESIC also partnered with the Co-op Enterprise Council of New Brunswick to develop new tools for social entrepreneurs, including resource guides for financing and technical support, framework for evaluation, workshops, and promotional tools, including a series of videos and vignettes on social enterprises in New Brunswick (<http://www2.gnb.ca/content/gnb/en/departments/esic/social.html>).

For their part, many CINs have already participated in the development of social enterprise projects. With the assistance of ESIC, the CINs are acquiring parameters for the development of this sector that is experiencing expansion on the global scale. The need is growing, and opportunities to enhance the social economy in New Brunswick are numerous. The appropriate resources simply have to be provided.

Réseaux d'inclusion communautaire

Le plan *Ensemble pour vaincre la pauvreté* a reconnu que la réduction de la pauvreté nécessitera la collaboration de tous les secteurs, de même que le partage des ressources et des responsabilités. Cette approche a nécessité une infrastructure qui a permis à tous les groupes et citoyens de travailler ensemble. Les réseaux d'inclusion communautaire (RIC) ont été créés afin que les collectivités puissent se rencontrer, déterminer leurs priorités, obtenir des ressources et prendre des mesures concrètes pour régler les questions qui les préoccupent.

Les douze réseaux d'inclusion communautaire sont les principaux partenaires de la SIÉS dans la réalisation du plan *Ensemble pour vaincre la pauvreté*.

	Exercice 2013-2014
Nombre de rencontres sur réduction de la pauvreté	1 529
Nombre de citoyens mobilisés	9 847
Valeur des projets réalisés dans les communautés (incluant financement de la SIÉS)	2 574 607 \$
Valeur de l'effet de levier sur la communauté	1 921 596 \$

Note : Ce tableau présente les projets qui ont reçu du financement de la SIÉS. D'autres projets ont bénéficié de soutien autre que financier la part de la SIÉS.

Cinq rencontres réunissant la SIÉS et les douze réseaux d'inclusion communautaire ont eu lieu au cours de l'exercice 2013-2014. Lors de ces rencontres, les RIC et la SIÉS en ont profité pour partager de l'information, des connaissances et les meilleures pratiques.

Les pages qui suivent proposent les initiatives des réseaux d'inclusion communautaires au cours de l'exercice 2013-2014 et ayant reçu du financement de la SIÉS

Community Inclusion Networks

The *Overcoming Poverty Together* plan recognized that effectively addressing the issues of poverty and exclusion involves collaboration among all sectors, as well as a sharing of resources and responsibilities. This approach required infrastructure which enabled all groups and citizens to work together. The Community Inclusion Networks (CIN) were created so communities could meet, identify priorities, obtain resources and take action on issues of concern to them.

The twelve Community Inclusion Networks are ESIC's key partners in the implementation of the *Overcoming Poverty Together* Plan.

	Fiscal 2013-2014
Number of meetings on poverty reduction	1,529
Number of citizens mobilized	9,847
Value of projects in communities (including ESIC's funding)	\$2,574,607
Value of leverage by communities	\$1,921,596

Note: This table reflects projects that received funding from ESIC. Other projects received support other than financial from ESIC

There were five meetings between ESIC and the twelve Community Inclusion Networks during 2013-2014. These meetings provided an opportunity for the CINs and ESIC to share information, knowledge, resources and best practices.

The following are the 2013-2014 projects that were initiated by the CINs which received funding from ESIC.

Région 1

Coopérative Réseau d'inclusion communautaire Westmorland-Albert

Collectivités visées

Grand Moncton, comté de Westmorland et comté d'Albert

Montant investi dans les projets par la SIÉS en 2013-2014

86 643 \$

Effet de levier produit par la communauté

401 911 \$

Coût total des projets

488 554 \$

Projets financés par la SIÉS en 2013-2014

- Teledrive comté d'Albert (phases 1 et 2) – Service de chauffeur bénévole inspiré du service Dial-A-Ride de Charlotte.
- Go Transpo – poursuivre le partage d'information et l'apprentissage commun, en mettant l'accent sur l'accès au transport.
- Projet pilote de navette Tantramar – Offrir un service public de navette pour toute la région de Tantramar.
- Ateliers sur le transport communautaire – d'ateliers visant à regrouper des intervenants du secteur du transport, à connaître des modèles de transport ailleurs, et à créer des solutions pour Westmorland-Albert.
- Spécialistes en soutien aux pairs – formation de davantage de spécialistes en soutien aux pairs pour fournir de l'aide en matière de santé mentale et d'habitation.
- A place for food (phase 3a) – poursuivre la mise en œuvre et la coordination d'une stratégie communautaire sur la sécurité alimentaire dans Westmorland-Albert.

Region 1

Westmorland-Albert Community Inclusion Network Co-operative

Communities served

Greater Moncton, Westmorland County, and Albert County

Amount invested in projects by ESIC in 2013-2014

\$86,643

Total leveraged by the community

\$401,911

Total value of projects

\$488,554

Projects funded by ESIC in 2013-2014

- Teledrive Albert County (Phases 1 and 2) – Volunteer Driver program modeled after Charlotte Dial-A-Ride Model.
- Go Transpo - continue to facilitate information sharing and mutual learning around focusing on increasing access to transportation.
- Tantramar Pilot Shuttle Service – Offering a Public Shuttle for the entire Tantramar Region.
- Community Transportation Learning Session - Workshops to bring the transportation sector together, to learn about existing models from elsewhere and to create solutions for Westmorland-Albert
- Peer Support Specialists - Training of more Peer Support specialists to assist with mental health and Housing.
- Creating a Place for Food - Phase 3a – Further implementation and coordination of Community Food Actions and Strategy for Westmorland-Albert.

- Ateliers de formation ABCD dans le comté de Westmorland-Albert – les collectivités font le recensement de leurs atouts, compétences et forces collectives.
- Stratégie d'éducation en matière de santé mentale de la Coopérative Open Sky – ateliers pour employeurs et organismes communautaire offrant un milieu de travail positif à leurs employés qui souffrent de problèmes de santé mentale.

- ABCD Training Series – Workshop series across Westmorland Albert where their communities will map out their collective assets, gifts and strengths.
- Open Sky Co-operative Mental Health Education Strategy – Workshops for Employers and Community Organizations to provide a more supportive environment for their employees and volunteers who suffer from mental health challenges.

Région 2

Vibrant Communities Saint John et Sussex

Hôte

Business Community Anti-Poverty Initiative (BCAPI) et Vibrant Communities Saint John

Collectivités visées

Grande région de Saint John, Sussex, Queens Est et Kings Est

Montant investi dans les projets par la SIÉS en 2013-2014

57 000 \$

Effet de levier produit par la communauté

117 450 \$

Coût total des projets

174 450 \$

Projets financés par la SIÉS en 2013-2014

- Learn and Go – programme de perfectionnement en leadership pour les personnes en situation de pauvreté.
- Services intégrés pour la petite enfance – suite du programme de la petite enfance dans trois quartiers prioritaires de Saint John, et mise en œuvre dans trois autres quartiers.

Region 2

Vibrant Communities Saint John and Sussex

Host

Business Community Anti-Poverty Initiative (BCAPI) and Vibrant Communities Saint John

Communities served

Greater Saint John Region, Sussex, Queens East, and Kings East

Amount invested in projects by ESIC in 2013-2014

\$57,000

Total leveraged by the community

\$117,450

Total value of projects

\$174,450

Projects funded by ESIC in 2013-2014

- Learn and Go - A leadership development program for those living in poverty.
- Integrated Early Childhood Services - Continuation of EC programming in three priority neighbourhoods in Saint John, and expansion into the three others.

Région 3

Réseau d'inclusion communautaire de la région de Fredericton

Hôte

Innovation sociale de la région de Fredericton Inc.

Collectivités visées

Fredericton, York Sud, Tracy, Oromocto, Gagetown, comté de Sunbury, Queens Nord, Minto et Chipman

Montant investi dans les projets par la SIÉS en 2013-2014

72 850 \$

Effet de levier produit par la communauté

179 471 \$

Coût total des projets

252 321 \$

Projets financés par la SIÉS en 2013-2014

- Capital City Cycles – Option de transport peu coûteuse. Aussi, lieu de rencontre pour les personnes qui désirent apprendre à réparer des bicyclettes.
- Transport communautaire Queens-Sunbury – Création d'une stratégie et d'un plan de transport communautaire pour deux comtés ruraux.
- Projet de transport SUN – Fournir aux usagers du refuge pour sans-abri de Fredericton l'accès à des bicyclettes, grâce à un partenariat avec Capital City Cycles.
- Programme Wave Youth – Programme de leadership (mentorat, ateliers, bénévolat, sorties éducatives).
- Jardin organique communautaire de Fredericton – Projet d'expansion du jardin, et création d'une communauté inclusive de jardiniers et de nouveaux arrivants à faible revenu provenant de la Corée et du Bhoutan.

Region 3

Greater Fredericton Community Inclusion Network

Host

Greater Fredericton Social Innovation Inc.

Communities served

Fredericton, York South, Tracy, Oromocto, Gagetown, Sunbury County, Queens North, Minto, and Chipman

Amount invested in projects by ESIC in 2013-2014

\$72,850

Total leveraged by the community

\$179 471

Total value of projects

\$252,321

Projects funded by ESIC in 2013-2014

- Fredericton Bicycle Resource Centre – Alternative and affordable transportation system – also serves as a place for people to learn how to repair bicycles.
- Queens-Sunbury Community Transportation Collaboration - Creation of a community transportation strategy and plan for two rural counties.
- SUN Transportation Project – Assisting newly housed residents of the Fredericton Emergency Shelter access bicycles through a partnership with Capital City Cycles.
- Wave Youth Program – Leadership program (mentoring, workshops, volunteering, field trips).
- Fredericton Organic Community Garden – Project to expand the garden and creating an inclusive community with gardeners and low income newcomer from Korean and Bhutanese.

-
- | | |
|--|--|
| <ul style="list-style-type: none"> • Maison des jeunes (programmes après-classe et d'été) – Élargir le programme actuel en ajoutant 25 places afin de permettre aux enfants de familles à faible revenu d'y participer. • Jardins communautaires pour enfants – Jardin communautaire dans deux quartiers à faible revenu. Enseigner aux enfants à cultiver des fruits et légumes, et accroître la sécurité alimentaire. • Réseau d'achat d'aliments frais en vrac – Fournir à divers groupes des boîtes de fruits et légumes d'une valeur de 30 \$ à 40 \$ au coût de 15 \$ par mois grâce à l'achat en vrac. • Agrandissement du jardin communautaire de l'école élémentaire Kingsclear – Projet de la communauté des Premières Nations qui accroît la sécurité alimentaire en fournissant davantage de nourriture à la communauté. Le programme favorise l'engagement des membres de la communauté à adopter un mode de vie plus actif. • Growing and Learning – Création d'un jardin communautaire et d'apprentissage à la banque alimentaire d'Oromocto. • Formation de compétences au travail à la Cuisine communautaire de Fredericton – Formation pour aider à la transition vers le travail en vue de développer les compétences des bénévoles et des clients de la cuisine communautaire. • DISH (Delicious Ingredients Served Here!) – Projet scolaire qui permet d'intégrer la littératie, les aptitudes en affaires et la sécurité alimentaire à la vie quotidienne. • Projet de bibliothèque touchant l'imagination à Gagetown et Jemseg – Mobilisation communautaire et développement d'aptitudes axées sur la littératie et le travail du bois. | <ul style="list-style-type: none"> • Maison des jeunes (afterschool and summer camp program) - Expand current program by 25 additional seats to allow participation of children of low income families. • Children's Community Gardens – A community garden in two low-income neighborhoods, will teach children about growing fruits and vegetables and increase food security. • Fresh Food Bulk Purchasing Network – providing various groups with \$30-\$40 of fruit and vegetables for \$15 a month through coordinated bulk buying. • Kingsclear Elementary School Community Garden Expansion - First Nations community project that will increase food security by supplying the community with more food and engaging members of the community in active lifestyle. • Growing and Learning – Establishment of a community /Learning garden at the Oromocto Food Bank. • Job Skills Training at the Fredericton Community Kitchen – Transition to work training to develop skills in the volunteers and clients of the community kitchen. • DISH - Delicious Ingredients Served Here! School based project incorporating financial literacy, Business skills and Food security into everyday learning. • Gagetown and Jemseg Imagination Library Project – Community mobilization and skills development around literacy and woodworking. |
|--|--|

- Club Smart Money – Formation en littératie financière à l'intention des mères à faible revenu.
- *Growing stronger, growing food together* dans la région d'Oromocto – Infrastructure pour un jardin communautaire au cœur de la ville-modèle.
- Collaboration communautaire pour la sécurité alimentaire de la région – Élaboration et mise en œuvre d'un modèle de sécurité alimentaire à long terme pour toute la région.
- Investir en vue d'une éducation postsecondaire – Promotion des bons d'études canadiens auprès des familles à faible revenu de la région.

- Smart Money Club – Financial literacy training for low income mothers.
- *Growing stronger, growing food together* in Oromocto area – Infrastructure for a Community Garden at the heart of the model town.
- Community Collaboration for Regional Food Security – Development and implementation of a long term food security model for entire region.
- Securing Investments for Post-Secondary Education – promotion and direct marketing of Canada Learning bonds to low income families in the region.

Région 4

Réseau d'inclusion communautaire du Nord-Ouest

Hôte

L'Atelier R.A.D.O.Inc

Collectivités visées

Comté de Madawaska, Grand-Sault, Drummond

Montant investi dans les projets par la SIÉS en 2013-2014

34 982 \$

Effet de levier produit par la communauté

166 617 \$

Coût total des projets

201 599 \$

Projets financés par la SIÉS en 2013-2014

- Jardin communautaire de Saint-François – Partenariat avec l'école locale, la municipalité et l'Atelier des copains.
- Livres et jouets pour familles démunies – Programme de développement de la petite

Region 4

North West Community Inclusion Network

Host

L'Atelier R.A.D.O. Inc.

Communities served

Madawaska County, Grand Falls, Drummond

Amount invested in projects by ESIC in 2013-2014

\$34,982

Total leveraged by the community

\$166,617

Total value of projects

\$201,599

Projects funded by ESIC in 2013-2014

- Community Garden in Saint-François – Partnership with the local school, municipality and l'Atelier des copains.
- Books and toys for low-income families – Early childhood development program for

enfance pour la région du nord-ouest. Accroître le soutien au foyer des familles à faible revenu ayant des enfants de 0 à 8 ans afin de favoriser la croissance et les capacités d'apprentissage des enfants.

- Lunch et apprentissage – Ateliers offerts dans des quartiers à faible revenu, conçus pour offrir aux participants des occasions d'apprentissage et la possibilité de prendre contact avec divers fournisseurs de services communautaires.
- Création Roseline Creations – Programme de bijoux faits à la main qui fournit de la formation à l'emploi aux adultes ayant des déficiences intellectuelles (entreprise sociale).
- Création magique – Programme d'artisanat qui fournit de l'emploi et de la formation aux personnes ayant des déficiences intellectuelles et physiques à l'Atelier des copains (entreprise sociale).
- Activité physique, formation et intégration – Activités physiques et sociales pour les personnes handicapées à faible revenu. Les activités permettent aux participants d'améliorer leur santé, d'être plus actifs et de réduire leur isolation sociale.

the north-west region. Expanding home care support to low-income families with children (infants to 8 years old) in order to facilitate the children's growth and learning capabilities.

- Lunch and Learn – Series of workshops held in a low-income neighbourhood designed to provide participants learning opportunities and the ability to connect with various community services providers.
- Création Roseline Creations – Hand-made jewelry program to provide employment training to adults with intellectual disabilities (social enterprise).
- Création magique – Craft program to provide employment and training to individuals with intellectual and physical disabilities at l'Atelier des copains (social enterprise).
- Physical activity, training and integration – Physical and social activities for low-income persons with disabilities, intended to provide opportunities for participants to become healthier, more active and reducing social isolation.

Région 5

Réseau d'inclusion communautaire du Restigouche

Collectivités visées
Comté de Restigouche

Montant investi dans les projets par la SIÉS en 2013-2014

41 435 \$

Effet de levier produit par la communauté
89 975 \$

Coût total des projets
131 410 \$

Region 5

Restigouche Community Inclusion Network

Communities served
Restigouche County

Amount invested in projects by ESIC in 2013-2014

\$41,435

Total leveraged by the community
\$89,975

Total value of projects
\$131,410

Projets financés par la SIÉS en 2013-2014

- Coopérative jeunesse de services – Projet pilote éducatif de 12 semaines pour les élèves du secondaire portant sur l’emploi et la formation. Le programme vise à rapprocher les jeunes et leurs communautés et acquérir une littératie financière et des aptitudes entrepreneuriales.
- Adaptation au travail – Occasions de formation et d’emploi (orientation, placement professionnel) pour les jeunes ayant des problèmes de santé mentale.
- Jardins scolaires dans 3 écoles (École de Tide Head, École Versant-Nord à Atholville, École La Mosaïque à Balmoral) – Projet offrant des occasions d’apprentissage, de l’information en matière de nutrition, et rehaussant l’esprit d’entrepreneuriat, tout en ayant un caractère de développement communautaire et de renforcement des capacités.
- Camp Filoo – Camp d’été pour les jeunes à risque de la région de Campbellton

Région 6

Réseau d’inclusion communautaire Chaleur

Hôte

Centre des Jeunes de Bathurst

Collectivités visées

Pabineau Indian Reserve, New Bandon, Allardville, Beresford, Nigadoo, Petit-Rocher, Pointe-Verte, Bathurst.

Montant investi dans les projets par la SIÉS en 2013-2014

4 950 \$

Effet de levier produit par la communauté

23 900 \$

Coût total des projets

28 850 \$

Projects funded by ESIC in 2013-2014

- Youth Cooperative Services – A 12-week pilot educational project for high school students – employment and training in running a social enterprise – aims at bridging the gap between youth and their communities, building financial literacy and entrepreneurship skills.
- Adaptation to the Workplace – Training and employment opportunities (skills training, counseling, work placements) to youth with mental health issues.
- School Gardens Project in 3 schools (Tide Head School, École Versant-Nord in Atholville, École La Mosaïque in Balmoral) – Will provide learning opportunities, nutritional benefits and raise entrepreneurial spirit as well as demonstrating capacity building and community development.
- Camp Filoo – Summer camp program for youth at risk in the Campbellton region.

Region 6

Chaleur Community Inclusion Network

Host

Bathurst Youth Centre

Communities served

Indian Reserve of Pabineau, New Bandon, Allardville, Beresford, Nigadoo, Petit-Rocher, Pointe-Verte, Bathurst.

Amount invested in projects by ESIC in 2013-2014

\$4,950

Total leveraged by the community

\$23,900

Total value of projects

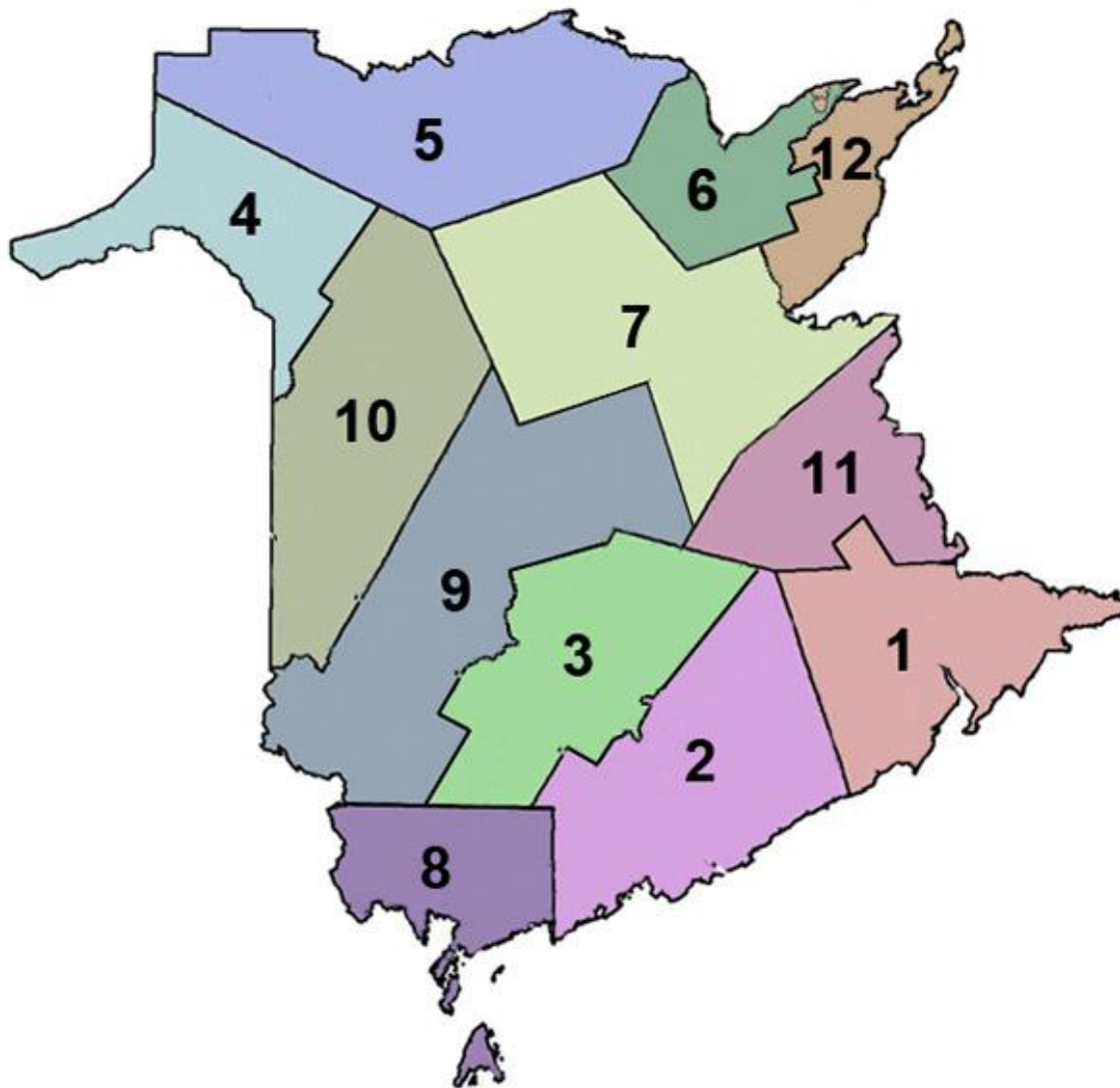
\$28,850

Projets financés par la SIÉS en 2013-2014

- Bouger pour ma santé – Programme qui permet aux personnes ayant des problèmes de santé mentale de participer à des activités récréatives, physiques et de bien-être.

Projects funded by ESIC in 2013-2014

- Moving to stay healthy – Program to engage individuals with mental health issues in physical activity and recreation and wellness.
-



Région 7

Réseau d'inclusion communautaire de Northumberland

Hôte

Miramichi Adult Learning Inc.

Collectivités visées

Miramichi et les environs

Montant investi dans les projets par la SIÉS en 2013-2014

43 040 \$

Effet de levier produit par la communauté

143 457 \$

Coût total des projets

186 497 \$

Projets financés par la SIÉS en 2013-2014

- Programme de lecture estival – Programme de littératie visant à accroître les capacités de lecture des enfants et leur intérêt pour la lecture. Les participants sont des enfants ayant des troubles de lecture et d'apprentissage. Ils reçoivent 6-7 livres pendant l'été.
- Projet communautaire du cercle – Ateliers éducatifs destinés à des groupes de participants ciblés (9 ans et plus, jeunes, adultes) provenant de familles à faible revenu. Par le biais des arts de la scène et des cercles de discussion autochtones, les participants discutent de sujets comme l'intimidation et l'inclusion/exclusion.
- Transition vers l'école – Programme de littératie qui offre des services préscolaires aux familles d'enfants qui ont des défis en matière de littératie. Le but est d'aider les enfants qui commencent l'école à être prêts à apprendre.

Region 7

Northumberland Community Inclusion Network

Host

Miramichi Adult Learning Inc.

Communities served

Miramichi and surrounding area

Amount invested in projects by ESIC in 2013-2014

\$43,040

Total leveraged by the community

\$143,457

Total value of projects

\$186,497

Projects funded by ESIC in 2013-2014

- Summer Reading Program – Literacy program aiming at increasing children's reading abilities and enhance their interest for reading. Participants are children experiencing reading and learning difficulties. They receive 6-7 books over the summer
- Circle Project – Series of educational workshops provided to a core group of participants (children 9+, youth and adults) of low-income families. Through performing arts and First Nations talking circles, participants address issues such as bullying and inclusion/exclusion.
- Transition to School - Literacy program designed to provide preschool services to families of children facing literacy challenges to ensure participants arrive at school ready to learn

Région 8

Réseau d'inclusion communautaire du comté de Charlotte

Collectivités visées

Comté de Charlotte

Montant investi dans les projets par la SIÉS en 2013-2014

104 348 \$

Effet de levier produit par la communauté

474 649 \$

Coût total des projets

578 997 \$

Projets financés par la SIÉS en 2013-2014

- Dial-a-Ride – Programme vedette pour la province qui offre du transport abordable, accessible et disponible aux résidents du comté de Charlotte.
- Étude de faisabilité en matière de transport dans Charlotte – Planification et coordination des solutions de transport actuelles et éventuelles pour le comté de Charlotte.
- Super Duper Fun, Fun, Fun Camp – Camp de perfectionnement en littératie et numératie pour les enfants de familles à faible revenu de la communauté de Milltown.
- Programme Leaders in Training – 15 participants dont 50% à faible revenu. Renforcement d'équipe, communication, aptitudes en leadership, activité physique. Les participants donnent 15 heures de leur temps par semaine pour agir à titre de leaders et de mentors pour les jeunes.
- Jardin communautaire de St. Stephen – Création d'un jardin communautaire.
- Jardin d'hiver des jeunes de St. Andrews – Les club des garçons et des filles de St.

Region 8

Charlotte County Community Inclusion Network

Communities served

Charlotte County

Amount invested in projects by ESIC in 2013-2014

\$104,348

Total leveraged by the community

\$474,649

Total value of projects

\$578,997

Projects funded by ESIC in 2013-2014

- Charlotte Dial A Ride – Flagship program for the province which offers affordable, accessible and available community transportation to all the residents of Charlotte County.
- Charlotte Co. Transportation Feasibility Study – Planning and coordination of existing and potential transportation solutions for Charlotte County.
- Super Duper Fun, Fun, Fun Camp – Literacy and Numeracy Enhancement camp for children from low-income families in the community of Milltown.
- Leaders in Training (LIT) Program - 15 participants (50% low income) – team building, communication, team building, leadership skills, physical activity. Participants volunteer 15 hours a week to community programming as leaders and mentors of younger youth.
- St. Stephen Community Garden – Establishment of a community garden.
- St. Andrews Youth Winter Activity Garden – St. Andrews Boys and Girls Club building

Andrews crée un jardin d'hiver afin de poursuivre l'apprentissage du jardinage toute l'année.

- Jardin pour enfants – Jardin communautaire conçu et pris en charge par les familles.
- Programme après-école – Pour les élèves de familles à faible revenu de l'école élémentaire Milltown.
- Familles et écoles ensemble – École élémentaire Milltown. Programme de mentorat et de renforcement des capacités pour les familles.
- Action communautaire St. Andrews – Un groupe de plus de 275 citoyens locaux se mobilise afin de réparer et moderniser le terrain de jeu.
- Formation aux parents – Ateliers sur la santé mentale, la littératie financière, la vie active, les mathématiques, la lecture et la saine alimentation à l'intention des parents de l'école élémentaire Milltown.
- First Books Canada – Coordination des commandes et de la distribution de livres gratuits aux enfants de familles à faible revenu du comté de Charlotte.

winter garden to learn through year round gardening.

- Children's Garden – Community Garden designed and ran by families.
- MES After School Programs – In-School afterschool programs for low income students at Milltown Elementary.
- MES Families and Schools Together (FAST) – Family capacity building and mentorship program at Milltown Elementary.
- Saint Andrews Community Action – Mobilization effort by a group of over 275 local citizens to repair and rejuvenate the playground.
- MES Parent Skills Education – Series of Workshops (Mental Health, Financial Literacy, Active living, Math, reading and healthy eating) for Parents of Milltown Elementary.
- First Books Canada – Coordinate of the procurement and distribution of free books to the low income children of Charlotte County.

Région 9

Réseau d'inclusion communautaire Centre du Nouveau-Brunswick

Collectivités visées

Une partie du comté de York, Blissfield, Ludlow, Doaktown, Harvey, McAdam, Nackawic

Montant investi dans les projets par la SIÉS en 2013-2014

30 675 \$

Effet de levier produit par la communauté

35 768 \$

Coût total des projets

66 443 \$

Region 9

Inclusion Network of Central New Brunswick

Communities served

Part of York County, Blissfield, Ludlow, Doaktown, Harvey, McAdam, Nackawic

Amount invested in projects by ESIC in 2013-2014

\$30,675

Total leveraged by the community

\$35,768

Total value of projects

\$66,443

Projets financés par la SIÉS en 2013-2014

- Autobus communautaire pour la région de McAdam – Partenariat pour un transport communautaire.
- Programme de conducteur bénévole de Harvey – Inspiré du modèle de Dial-a-ride du comté de Charlotte. Le programme donnera aux personnes à revenu fixe l'accès aux services médicaux, de loisir et d'emploi.
- Atelier sur le couponnage, Nackawic – Atelier de formation pour aider les personnes à faible revenu de Nackawic à utiliser les coupons et réaliser des économies pour leurs besoins essentiels.
- Projet d'aide aux personnes qui désirent demeurer dans leurs résidences (phase 1) – Entreprise sociale qui jumelle des personnes âgées qui veulent demeurer dans leurs maisons avec des personnes et jeunes de leurs communautés qui peuvent les aider dans leurs tâches quotidiennes, tout en recevant un salaire.

Région 10

Réseau d'inclusion communautaire Carleton-Victoria

Collectivités visées

Comté de Carleton et une partie du comté de Victoria

Montant investi dans les projets par la SIÉS en 2013-2014

18 600 \$

Effet de levier produit par la communauté

56 482 \$

Coût total des projets

75 082 \$

Projects funded by ESIC in 2013-2014

- McAdam and Area Community Bus – Community Alternative Transportation Partnership.
- Harvey Outreach Volunteer Driver program – Modeled Charlotte Dial a Ride Model, will enable those living at fixed income to access medical, retail, recreation and employment services.
- Nackawic Couponing Workshop – Workshop to educate low income citizens of Nackawic how to coupon and save money for other basic needs.
- Community Assistance Action Team Stay at Home Project phase 1 – Social Enterprise that matches seniors who want to stay in their home with local community members / youth who can help them do their household upkeep and earn some money.

Region 10

Carleton-Victoria Community Inclusion Network

Communities served

Carleton County and part of Victoria County

Amount invested in projects by ESIC in 2013-2014

\$18,600

Total leveraged by the community

\$56,482

Total value of projects

\$75,082

Projets financés par la SIÉS en 2013-2014

- Découverte et apprentissage de l'agriculture – Programme d'initiation et d'éducation pour les jeunes à la ferme Sunrise.
- Communautés en santé et durables – Programme après-école d'apprentissage gratuit pour les enfants.
- ABC Boom – Méthode multi-sensorielle d'apprentissage de l'écriture à l'intention des jeunes enfants à l'école. Méthode éprouvée dans le domaine de l'écriture et de la littératie.
- Programme des petits déjeuners de l'école Andover – Fournit un déjeuner sain aux quelque 180 élèves afin qu'ils puissent apprendre avec un estomac rempli.
- Évaluation directe maternelle – Offre l'accès gratuit (nourriture, transport) aux programmes dans les centres d'apprentissage de la petite enfance à dix enfants qui fréquenteront la maternelle à l'automne 2014.
- Programme des petits déjeuners de l'école intermédiaire de Perth-Andover – Jusqu'à 60 élèves de familles à faible revenu.

Région 11

Réseau d'inclusion Communautaire de Kent

Hôte

Place aux compétences Inc.

Collectivités visées

Comté de Kent

Montant investi dans les projets par la SIÉS en 2013-2014

105 988 \$

Effet de levier produit par la communauté

183 512 \$

Projects funded by ESIC in 2013-2014

- Discovering and Exploring Farming – Youth Farm Exposure and agricultural Education program at Sunrise Farms.
- Children for Healthier and Sustainable Communities – Free afterschool enrichment programs.
- ABC Boom - a multi-sensory handwriting method designed for children in the early years of education, a proven method with impact in children's writing and literacy.
- Andover Elementary School Breakfast Program - to provide up to 180 students with a healthy start to their day so they can learn without worrying about being hungry.
- Eye DA testing kindergarten - to provide access to free programming that exists in the early learning centre by providing transportation and food for 10 Children entering Kindergarten in the fall of 2014.
- Perth Andover Middle School Breakfast Program – for up to 60 low income students in the middle school.

Region 11

Kent Community Inclusion Network

Host

Place aux compétences Inc.

Communities served

Kent County

Amount invested in projects by ESIC in 2013-2014

\$105,988

Total leveraged by the community

\$183,512

Coût total des projets

289 500 \$

Projets financés par la SIÉS en 2013-2014

- Transport communautaire, comté de Kent – Inspiré du modèle de Dial-a-ride du comté de Charlotte.
- Sécurité alimentaire de Kent (phase 2) – Initiatives reliées à la sécurité alimentaire se déroulant au nouveau centre multifonctionnel Eleanor Graham à Richibucto : jardin communautaire, *Fais pousser un rang; Partage un rang*, mentors communautaires en alimentation, et cuisine collective.
- Cuisine collective aînés/enfants – Activités pour les enfants et les aînés mettant l'accent sur la préparation de repas sains ayant pour but de rassembler les gens pour qu'ils apprennent à cultiver, faire cuire, mettre en conserve et apprécier de la nourriture saine, abordable et locale.

Région 12**Réseau d'inclusion communautaire
Péninsule acadienne****Hôte**

Fondation communautaire de la
Péninsule acadienne

Collectivités visées

Une partie du comté de Gloucester, Alnwick,
Neguac, réserves indiennes Tabusintac et
Burnt Church.

**Montant investi dans les projets par la SIÉS
en 2013-2014**

52 500 \$

Effet de levier produit par la communauté

48 405 \$

Coût total des projets

100 905 \$

Total value of projects

\$289,500

Projects funded by ESIC in 2013-2014

- Kent Mobile Community Transportation - Dial-a-ride service modeled from Charlotte County.
- Kent Food Security Phase II - Series of community food initiatives to take place at the new Eleanor Graham Multi-Functional Center in Richibucto: community garden, Grow a Row - Share a Row, CFM program, Workshops, and a Collective Kitchen.
- Seniors Cooking together and Country Market Sharing Kitchen – Activities for children and seniors which will focus on healthy meal preparation based on the concept where people gather to learn how to grow, cook, preserve and enjoy nutritious, affordable, local food.

Region 12**Community Inclusion Network
Acadian Peninsula****Host**

Fondation communautaire de la
Péninsule acadienne

Communities served

Parts of Gloucester County, Alnwick, Neguac,
Indian Reserves Tabusintac and Burnt Church.

**Amount invested in projects by ESIC
In 2013-2014**

\$52,500

Total leveraged by the community

\$48,405

Total value of projects

\$100,905

Projets financés par la SIÉS en 2013-2014

- Projet de transport communautaire de la Péninsule acadienne – Programme de transport inspiré du modèle de Dial-a-ride des comtés de Charlotte et Kent.
- Jardin communautaire – Partenariat avec la polyvalente W.A. Losier de Tracadie.
- Activité Porte-VoiE - Dialogue organisé par les étudiants région de Neguac afin de discuter de la pauvreté et des moyens à prendre pour la réduire.

Projects funded by ESIC 2013-2014

- Community Transportation Project for the Acadian Peninsula – A community transportation system modeled after Dial-A-Ride in Charlotte County and Kent County.
- Community garden - Partnership with the W.A. Losier High School in Tracadie.
- Porte-VoiE activity – Dialogue gathering students from the Neguac region to talk about poverty and ways to contribute to poverty reduction

Contexte historique du plan *Ensemble pour vaincre la pauvreté (EVP)*

En octobre 2008, le gouvernement provincial a annoncé une initiative d'engagement du public qui offrait à la population du Nouveau-Brunswick la possibilité de participer aux efforts de réduction et de prévention de la pauvreté. Le gouvernement a décidé de faire participer toute la population à la recherche de solutions aux problèmes économiques et sociaux rattachés à la pauvreté.

Un processus de consultation exhaustif a ensuite été entrepris auprès d'environ 2 500 participants représentant le gouvernement, l'opposition officielle, le milieu des affaires, le secteur sans but lucratif et les personnes vivant ou ayant vécu dans la pauvreté. Le dialogue a été suivi d'une table ronde (été de 2009) et d'un forum final (novembre 2009) qui a abouti à l'élaboration du plan *Ensemble pour vaincre la pauvreté*. La Société d'inclusion économique et sociale a été créée au printemps de 2010 pour incuber, promouvoir et diriger le plan.

Le plan, qui s'étend sur cinq ans (de 2009 à 2014), comporte 22 actions prioritaires.

Les faits saillants des activités depuis 2009 se trouvent à la page 59.

Vision

Grâce à la coopération des gouvernements, des entreprises, du secteur sans but lucratif, des personnes vivant dans la pauvreté et des citoyens à titre individuel, tous les hommes, femmes et enfants du Nouveau-Brunswick disposeront des ressources nécessaires pour répondre à leurs besoins fondamentaux tout en vivant dans la dignité, la sécurité et en bonne santé. De plus, tous les Néo-Brunswickois devraient être inclus en tant que citoyens à part entière, grâce à des possibilités d'emploi, de développement personnel et d'engagement communautaire.

Historical Background Summary of the *Overcoming Poverty Together Plan (OPT)*

In October, 2008, the provincial government announced a public engagement initiative that gave New Brunswickers the opportunity to become involved in reducing and preventing poverty. It was decided that everyone should be included in finding solutions to the economic and social problems related to poverty.

A comprehensive consultation process was then conducted and included nearly 2,500 participants from the government, the official Opposition, the business community, the non-profit community as well as people living in or who have experienced poverty. A round table (Summer 2009) and a final forum (November 2009) followed the dialogue, leading to the development of the *Overcoming Poverty Together: The New Brunswick Economic and Social Inclusion Plan (OPT)*. The Economic and Social Inclusion Corporation was created in the spring of 2010 to incubate, foster and drive the plan.

The plan, which spans over five years (from 2009 to 2014), is comprised of 22 priority actions.

Highlights of activities since 2009 can be on page 61.

Vision

Through the collaboration of governments, business and non-profit sectors, persons living in poverty and individuals; all men, women and children in New Brunswick, shall have the necessary resources to meet their basic needs and to live with dignity, security and good health. Furthermore, all New Brunswickers shall be included as full citizens through opportunities for employment, personal development and community engagement.

Objectif global

D'ici 2015, le Nouveau-Brunswick parviendra à réduire la pauvreté monétaire de 25 p.100 et la pauvreté monétaire extrême de 50 p.100 et aura fait d'importants progrès en vue d'atteindre une inclusion économique et sociale soutenue.

Présentation et responsabilité

Les membres présents au forum final ont convenu que le succès de l'initiative de réduction de la pauvreté repose sur la reconnaissance que tous les citoyens et secteurs de la société doivent jouer un rôle clé dans la réduction de la pauvreté. Il existe un engagement à poursuivre ce partenariat à l'intérieur d'un modèle de gouvernance qui comporte les éléments suivants :

1. Des réseaux d'inclusion communautaire économique et sociale sont formés à l'échelle locale et se composent de représentants des personnes vivant dans la pauvreté, du secteur sans but lucratif, du secteur des affaires et du gouvernement.
2. Un conseil provincial d'inclusion économique et sociale composé de représentants du gouvernement (ministres et sous-ministres), du secteur communautaire, des entreprises et des personnes à faible revenu, et présidé par quatre coprésidents.
3. Une unité de coordination qui fournit un soutien en matière de coordination et d'administration au conseil provincial et aux réseaux d'inclusion communautaire.

22 actions prioritaires de EVP

Dès le début du plan *Ensemble pour vaincre la pauvreté*, les secteurs des affaires, sans but lucratif et du gouvernement, ainsi que des citoyens vivant ou ayant vécu dans la pauvreté, se sont entendus sur la mise en œuvre de 22 actions prioritaires au cours du plan de cinq ans. Une mise à jour de ces actions prioritaires est présentée à la page 46.

Global Objective

By 2015, New Brunswick will have reduced income poverty by 25 per cent and deep income poverty by 50 per cent and will have made significant progress in achieving sustained economic and social inclusion.

Delivery and Accountability

Final Forum members agreed that the success of the poverty reduction initiative has its roots in the recognition that all citizens and sectors of society play a key role in the reduction of poverty. There is a commitment to continue this partnership in a governance model with the following components:

1. Community economic and social inclusion networks established at the local level composed of representatives of persons living in poverty, non-profit, business and government sectors.
2. A provincial economic and social inclusion board consisting of representatives of government (ministers and deputy ministers), community, business and low-income persons, presided over by four co-chairs.
3. A coordination unit providing coordination and administrative support to the board and community inclusion networks.

OPT's 22 Priority Actions

Since the inception of the *Overcoming Poverty Together Plan*, the business, non-profit, and government sectors, together with citizens living or who have lived in poverty, agreed on the implementation of 22 priority actions over the course of the five-year plan. An update on these priority actions is presented on page 53.

Rencontres, présentations conférences et colloques – SIÉS

15 dialogues publics (EVP2)
Amulet Consulting pour Recreation NB
Association de logement sans but lucratif du NB
Association des aînés francophones de la capitale
Association des aînés francophones du NB
Association des enseignants francophones du NB
Association des locataires de la rue Doone –
Tammy MacMaster
Association du NB pour l'intégration communautaire
Atelier de développement communautaire fondé sur
les acquis – journées de partage CSAAP
Atelier de formation sur le développement
communautaire fondé sur les acquis, avec ministère
CSI et les coordinateurs des RIC
Atelier de formation sur le développement
communautaire fondé sur les acquis, comté d'Albert
Atelier RADO
Atelier Tournesol
Bons d'études du Canada
Bureau du médecin-hygiéniste en chef, ministère de
la Santé – engagement public
Caring Friends
Carleton Victoria CIN – atelier sur le couponnage
CCNB
Centre communautaire Sainte-Anne – entreprise
sociale
Centre de bénévolat de la péninsule acadienne
Centre des jeunes de Bathurst
Changements durables par les citoyens – Coady
Institute
Chantier de l'économie sociale du Québec
CIS – évolution des banques alimentaires
CIS – mieux-être et sécurité alimentaire
Classe de leadership – école secondaire Leo Hayes
Clinique de santé communautaire et coordonnateur
en développement communautaire – Plaster Rock
Comité aviseur sur la réforme de l'aide sociale
Comité consultatif sur les soins de santé – région
de Fredericton
Comité de direction – CSAAP
Comité de planification – Sommet national sur la
pauvreté
Conférence Active 20/20
Conférence de presse EVP2
Conférence sur le mieux-être – Jim Diers
Conférence sur les solutions au problème des
jeunes sans-abris à Saint John – Youth
Homelessness
Conférencier – conférence de Rec NB
Conseil de développement humain – Saint John
Conseil de la santé du NB
Consultation – joindre le mouvement du mieux-être

Meetings, presentations, conferences, symposia – ESIC

15 Public Dialogues (OPT2)
ABCD workshop with HIC and CIN coordinators
Active 20/20 Conference
Association des enseignants francophones du NB
Albert County ABCD workshop
Amulet Consulting for Recreation NB
Art of Hosting
Association des aînés francophones de la capitale
Association des aînés francophones du NB
Atelier RADO
Atelier Tournesol
Bath Community Engagement session (CVCIN)
Bathurst CIN – Community Asset Mapping
Bathurst Youth Center
Building Integrated Solutions Conference in Saint
John – Youth Homelessness
Canada Learning Bonds
Caring Friends
Carleton Victoria CIN – Couponing workshop
CCNB
Centre communautaire Sainte-Anne – Social
Enterprise
Centre de bénévolat de la péninsule acadienne
Chantier de l'économie sociale du Québec
Charlotte County CIN – Milltown Job Fair
Charlotte Dial a Ride
Child and Youth Advocate NB
Child and Youth Community Forum
CIN Coordinators Training
CIN Face to Face – Edmundston
Cities Reducing Poverty – Toronto
Citizen Led Sustainable Change at Coady Institute
Common Front for Social Justice
Community Asset Mapping in Woodstock and Perth
Andover
Community Food Mentor Group – Fredericton
Community Food Mentor Group – Oromocto
Community Food Smart
Community Health Clinic, and community
development coordinator – Plaster Rock
Connecting for our Children – The positive power of
Play – Facilitation
Cormac Russell, ABCD – Leader from Ireland
Department of Education and Early Childhood
Development
Department of Economic Development
Department of Healthy and Inclusive Communities
(HIC)
Department of Post-Secondary Education, Training
and Labour
Department of Social Development
Dept. of Transportation and Infrastructures

Cormac Russell, formation sur le développement communautaire fondé sur les acquis – spécialiste de l'Irlande
Défenseur des enfants et de la jeunesse NB
Détermination des atouts – Grand-Sault
Détermination des atouts – RIC Bathurst
Détermination des atouts dans la communauté – Woodstock et Perth Andover
Entrevues dans les médias – dialogues EVP2
Association multiculturelle – Miramichi Mouvement acadien des communautés en santé
Établir des liens avec nos enfants; l'aspect positif du jeu - animation
Ferme Open Sky
Foire de l'emploi Milltown – comté de Charlotte
Dial-a-Ride Charlotte
Fond de prêt communautaire de Saint John
Fondation Graham Boeckh
Fondation McConnell
Fondation PEDVAC
Forever Manchester – Fondation communautaire à Manchester R-U
Formation anglais/français – animateurs de EVP2
Formation des formateurs sur le développement communautaire fondé sur les acquis pour les Premières Nations – avec ministère CIS
Forum communautaire – enfants et jeunesse
Formation des coordonnateurs des RIC
Front commun pour la justice sociale
Groupe d'action en sécurité alimentaire de Westmorland-Albert – rencontre Creating A Place For Food
Groupe de leadership – Plan d'apprentissage
Groupe de mentors communautaires en alimentation – Fredericton
Groupe de mentors communautaires en alimentation – Oromocto
Groupe de planification de la journée de partage des Premières Nations – CIS
Groupe de travail – stratégie en matière de transport public
Groupe de travail – transport inter-villes
Groupe de travail pour une saine alimentation et l'activité physique
Groupe de travail, finance et investissement – entreprise sociale
Groupe sur la stratégie interministérielle en matière de transport
Initiative Apprendre – rencontre
Jardin communautaire de Perth Andover
Jobs Unlimited
L'art d'accueillir des conversations qui fonctionnent
L'initiative Apprendre - conférence
Makerspace de Fredericton – Phillip Leblanc
Marche pour la santé mentale
Marketing et communications – CSAAP
Ministère de l'Éducation et du développement de la

DOH – OCMOH – Public Engagement Consultation
Doone Street Tenant's Association – Tammy MacMaster
Early Childhood Public Engagement session
Financial Education Network
First Nations ABCD Train the Trainer with HIC
First Nations Poverty Reduction Meeting – Kelly Lamrock
First Nations Sharing Day planning group – HIC
Food Security Fredericton
Forever Manchester – Community Foundation in Manchester UK
Fredericton and Surrounding Area Healthcare Advisory Committee
Healthy Eating and Physical Activity Advocacy Work Group
Fredericton Makerspace – Phillip Leblanc
GNB departments (OPT2 meetings)
GNB inter-departmental Deputy Ministers (OPT2)
Graham Boeckh Foundation
Grand Falls – Asset Mapping
Grand Lake Wellness Network
HEPAC MarComm Meeting
HEPAC Sharing Days – ABCD workshop
HEPAC Steering Committee
HIC – Food Bank evolution
HIC – Wellness and Food Security
Human Development Council
INCNB and Keswick Valley Middle School
Inter-departmental Transportation Strategy group
Jim Diers Wellness Conference in KV
Jobs Unlimited
Join the Wellness Movement Consultation
Keynote at Rec NB Conference
Learning Agenda Leadership group
Learning: Everybody's Project Conference
Leo Hayes High School Leadership Class
Mango Program – Horizon Health Network
McConnell Foundation
Media interview – OPT2 Dialogues
Miramichi Multicultural Association
Mouvement acadien des communautés en santé
Multi City Transportation Working Group
National Poverty Summit Planning Committee
National Recreation Roundtable
NB Health Council
NB Mental Health Consumer Network
NB2026
NB First Nations Aboriginal People Working Group
NB Food Security Action Network
NB Non-Profit Housing Association
NB Association for Community Living
NB Social Policy Research Network
Open Sky Farm
OPT2 Facilitator Training French / English
OPT2 Press Conference
Outreach Productions

petite enfance
Ministère de l'Éducation postsecondaires,
Formation et Travail
Ministère des Communautés saines et inclusives
Ministère du Développement économique
Ministère du Développement social
Ministère du Transport et de l'Infrastructure
Ministères du GNB (rencontres EVP2)
NB2026
Outreach Productions
Premières nations du NB – groupe de travail
Programme d'achat d'aliments en vrac –
Community Food Smart
Programme Mango – Réseau de santé Horizon
Projet de groupe – étudiants du Collège
Renaissance
Réduction de la pauvreté chez les Premières
Nations – rencontre avec Kelly Lamrock
Rencontre *Cities Reducing Poverty* – Toronto
Rencontre de planification communautaire - Sussex
Rencontre des RIC – Edmundston
Rencontres avec le groupe Tamarack
Rencontres avec les sous-ministres du GNB
(EVP2)
Réseau d'action sur la sécurité alimentaire du NB
Réseau d'éducation financière
Réseau de mieux-être – Grand Lake
Réseau de recherché sur les politiques sociales du
NB
ResNet
RIC Centre du NB et école intermédiaire de
Keswick Valley
RIC région 12– planification stratégique
RIC région 5 – réunion conseil d'administration
Rick Hutchins
Séance d'engagement avec la communauté de
Bath (RIC-CV)
Séance d'engagement public – petite enfance
Séance sur l'investissement durable
Sécurité alimentaire – Fredericton
Service Canada
Service NB
Société de développement régional
Table ronde nationale sur les loisirs
Tables de discussion - Collège Renaissance
Tamarack et impact collectif de FSG
Télévision communautaire de St. Andrews
Université de Calgary
Université de Moncton
Université du troisième âge de la capitale
Vibrant Communities – partenariat sur
l'apprentissage précoce
Vibrant Communities – table ronde sur le leadership
Vibrant Community du Canada/Institut Tamarack –
rencontre

Panel at Renaissance College (X 3)
PEDVAC Foundation
Perth Andover Community Garden
Public Transportation Strategy working group
Atelier RADO
Region 12 CIN – Strategic Planning
Region 5 – Board Meeting
Regional Development Corporation
ResNet
Rick Hutchins
Saint John Community Loan Fund
Service Canada
Service NB
Social Assistance Reform Advisory Committee
Social Enterprise – Finance and Investment working
group
St. Andrews Community Television
Student project Group at Renaissance College
Sussex Community Planning Meeting
Sustainable Investing session
Meetings with Tamarack
Tamarack and FSG Collective Impact
The Learning Agenda meeting
Université de Moncton
Université du troisième âge de la capitale
University of Calgary
Vibrant Communities – Early Learning Partnership
Vibrant Communities Leadership Roundtable
Vibrant Community of Canada/Tamarack Institute
Walk a mile for Mental Health
Westmorland and Albert Food Security Action
Group - 'Creating A Place For Food Gathering'

Ensemble pour vaincre la pauvreté : Le Plan d'inclusion économique et sociale du Nouveau-Brunswick 2014-2019

Le premier plan d'inclusion économique et sociale a été créé à la suite d'un processus d'engagement public qui avait permis d'établir une feuille de route visant à promouvoir l'inclusion économique et sociale et réduire la pauvreté au Nouveau-Brunswick. Des structures autonomes facilitant la participation de tous les secteurs ont été mises en place afin de promouvoir l'inclusion économique et sociale et d'aborder la question de la réduction de la pauvreté depuis la publication de la *Loi sur l'inclusion économique et sociale* il y a presque cinq ans. La création de la Société d'inclusion économique et sociale et des réseaux d'inclusion communautaires (RIC) a facilité la mise en œuvre du Plan et l'accès à des ressources autres que celles provenant du gouvernement.

La *Loi sur l'inclusion économique et sociale du Nouveau-Brunswick* stipule qu'un nouveau plan d'inclusion économique et sociale doit être adopté tous les cinq ans à la suite d'un processus d'engagement public mené par la SIÉS. Le processus EVP2, entamé à l'automne 2013 en collaboration avec les RIC, comprenait les étapes suivantes :

- Cueillette des commentaires lors des dialogues publics, des rencontres avec les intervenants régionaux et provinciaux, et en ligne;
- Analyse de l'information et élaboration du Plan;
- Étude et approbation par le conseil d'administration de la SIÉS.

Overcoming Poverty Together: The New Brunswick Economic and Social Inclusion Plan 2014-2019

The first economic and social inclusion plan was based on a public engagement process that defined a roadmap for the province to promote economic and social inclusion and address poverty reduction in New Brunswick. What has evolved in the almost five years since the release of the *Economic and Social Inclusion Act* has been the structural capacity to promote economic and social inclusion and address poverty reduction. To implement the first economic and social inclusion plan, the Act established an autonomous structure to facilitate participation of all sectors. The establishment of the Economic and Social Inclusion Corporation and the Community Inclusion Networks (CINs) provided continuity for the plan and opened access to diverse resources beyond the reach of government alone.

The *New Brunswick Economic and Social Inclusion Act* states that a new economic and social inclusion plan shall be adopted every five years through a public engagement process led by ESIC. The process for OPT2 began in the fall of 2013 in collaboration with the CINs and consisted of the following phases:

- Gathering of comments through public dialogues, meetings with regional and provincial stakeholders, and online submissions
- Analysis of the information and development of the plan
- Analysis and approval by ESIC's Board of Directors.

Près de 750 personnes ont participé aux séances de dialogue public tenues dans douze régions de la province. Une cinquantaine d'organismes communautaires ont soumis un mémoire ou pris part à des rencontres à l'intention d'organismes régionaux et provinciaux. Près de 500 commentaires ont été reçus en ligne.

L'ensemble du processus a permis de recueillir près de 5 000 commentaires. Ces derniers ont été regroupés dans les piliers qui sont définis dans le présent document. À partir de ces piliers, une liste de mesures prioritaires a été dressée pour refléter la teneur des discussions et recommander des actions qui pourraient être mises en œuvre pour atteindre l'inclusion économique et sociale.

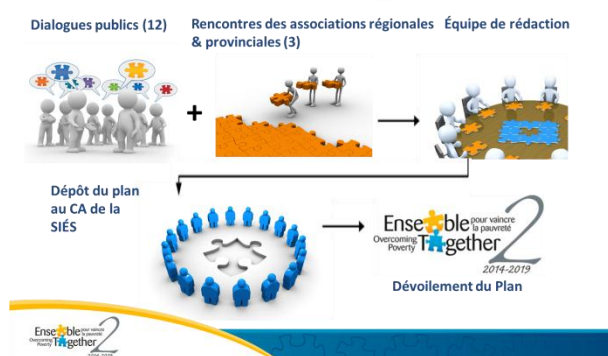
Des experts en la matière de tous les secteurs ont aussi appuyé l'élaboration du présent plan en émettant des commentaires et en partageant leurs connaissances. Le Plan a été adopté par le Conseil d'administration de la SIÉS au printemps 2014.

Nearly 750 people took part in public dialogue sessions in twelve regions throughout the province. Approximately 50 community organizations sent in briefs and participated in sessions held for regional and provincial agencies. Close to 500 comments were received online.

The entire process gathered almost 5,000 comments, categorized into the pillars outlined in this document. Within these areas, a list of priority actions has been developed to capture the essence of the discussion and to recommend possible steps towards achieving economic and social inclusion.

Subject matter experts from all sector partners supported the preparation of this plan by offering their feedback and expertise. Approval of the new plan by ESIC's Board of Directors is to take place in the spring of 2014.

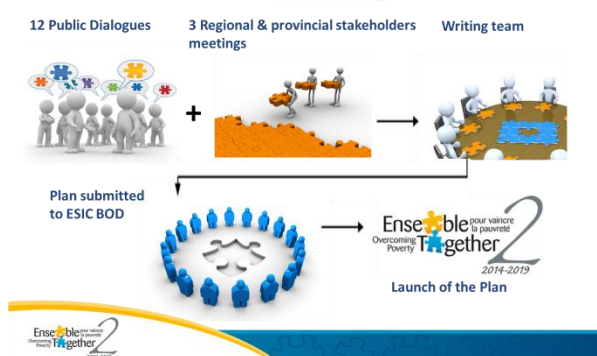
Le processus de EVP 2



Le nouveau plan sera dévoilé en mai 2014 et sa mise en œuvre débutera à la fin de 2014. Vous pouvez consulter le plan au www.gnb.ca/pauvreté.

Les mesures du premier plan qui n'auront pas été complétées se poursuivront dans le nouveau plan jusqu'à ce qu'elles soient complétées.

The process of OPT2



The new plan will be unveiled in May 2014. Its implementation will start at the end of 2014. It can be found at www.gnb.ca/poverty.

Actions that were not completed in the first plan will be carried out in the new plan until completion.

Langues officielles

La SIÉS reconnaît ses obligations en matière de langues officielles et s'est engagée à offrir activement et à fournir des services de qualité aux citoyens dans la langue officielle de leur choix et selon tous les modes de prestation de services. Les RIC et leurs partenaires sont aussi assujettis à la *Loi sur les langues officielles*.

La SIÉS s'efforce d'offrir ses services dans les deux langues officielles, non seulement pour se conformer à la Loi, mais surtout pour faire la promotion de la valeur d'inclusion bien ancrée et à la base de la Société et du plan *Ensemble pour vaincre la pauvreté*.

Une stratégie sur les langues officielles a été adoptée par la SIÉS à l'automne 2012. Cette stratégie vient consolider la position de la Société vis-à-vis des langues officielles. Elle fournit également aux RIC les outils nécessaires afin qu'ils puissent servir les Néo-Brunswick dans la langue officielle de leur choix.

Au cours de l'exercice se terminant le 31 mars 2014, la SIÉS a poursuivi ses efforts de promotion, de vérification et de soutien aux langues officielles à l'interne, avec les RIC et les partenaires externes, conformément à sa stratégie.

Official Languages

ESIC recognizes its official languages obligations and is committed to actively offering and providing quality services to the public in the official language of their choice in all modes of service delivery. The CINs and their partners are also subject to the *Official Languages Act*.

ESIC strives to offer its services in both official languages, not only to comply with the Act, but particularly to promote the firmly entrenched value it places on inclusion, which is a crucial pillar of society and the *Overcoming Poverty Together Plan*.

ESIC adopted a strategy on official languages in the fall of 2012. This strategy reinforces the position of the Corporation vis-à-vis the official languages. It is also designed to provide the CINs with the appropriate tools required to serve New Brunswickers in the official language of their choice.

During the year ending March 31, 2014, ESIC continued to promote, monitor and support at the internal level, with the CINs and external partners, the official languages in accordance with its strategy.

22 ACTIONS PRIORITAIRES
(voir page 46)

LÉGENDE

TERMINÉE

L'initiative prioritaire est complétée et l'objectif a été atteint.

EN COURS

L'initiative prioritaire a débuté et le travail se poursuit en vue de son achèvement.

CONTINU

Progression continue. L'initiative prioritaire progresse de façon continue et ne fait pas l'objet d'une date finale d'achèvement.

22 PRIORITY ACTIONS
(see page 53)

LEGEND

COMPLETED

The priority action is done and the objective has been attained.

IN PROGRESS

The priority action has started and is in progress towards completion.

ONGOING

Continual progress. The priority action is in continual progress and is not meant to have a final completion date.

Initiatives prioritaires	Détail des initiatives	État des initiatives
Occasions d'être (répondre aux besoins fondamentaux)		
1. Réformer l'aide sociale au Nouveau-Brunswick comme suit :		En cours
IMMÉDIATEMENT	<ul style="list-style-type: none"> Éliminer l'aide temporaire du programme d'aide au revenu (pour personne seule en mesure de travailler). 	Terminé Janvier 2010
	<ul style="list-style-type: none"> Prolonger la carte d'assistance médicale pendant au moins trois ans pour les personnes qui quittent l'aide sociale, jusqu'à ce que le programme de médicaments sur ordonnance soit établi. 	Terminé Décembre 2009
	<ul style="list-style-type: none"> Appliquer uniquement la directive sur le revenu des ménages aux bénéficiaires de l'aide sociale qui sont dans une relation conjugale. 	Terminé Janvier 2010
D'ICI CINQ ANS	<ul style="list-style-type: none"> Passer d'un système basé sur les règles à un système basé sur les résultats – un système actif de gestion des cas axé sur l'emploi. 	En cours
	<ul style="list-style-type: none"> Passer d'une aide passive à une aide axée sur l'emploi. 	En cours
	<ul style="list-style-type: none"> Mettre l'accent sur l'inclusion économique et sociale au lieu de la pauvreté monétaire. 	En cours
	<ul style="list-style-type: none"> Restructurer et augmenter les taux d'aide sociale, y compris un nouveau régime mieux adapté aux personnes handicapées. 	Terminé Le 1er octobre 2013
	<ul style="list-style-type: none"> Procéder à une importante refonte de la directive sur le revenu des ménages. 	Terminé Le 1er octobre 2013
	<ul style="list-style-type: none"> Offrir des soins dentaires et de la vue pour les enfants de famille à faible revenu (avant le 1er avril 2011). 	Terminé Lancé le 1er sept. 2012
	<ul style="list-style-type: none"> Offrir plus de possibilités de gains monétaires lorsque les gens font la transition au travail. 	Terminé Le 1er octobre 2013
	<ul style="list-style-type: none"> Refondre les exemptions de salaire pour inclure un supplément au revenu. 	Terminé Le 1er octobre 2013
	<ul style="list-style-type: none"> Élever le niveau d'exemption des avoirs. 	Terminé Mise en œuvre en octobre 2014
	<ul style="list-style-type: none"> Relier si possible au revenu du ménage les prestations pour la garde d'enfants, l'aide au chauffage et la santé. 	Terminé Août 2011
2. Créer un programme de médicaments sur ordonnance pour les citoyens qui ne sont pas assurés.	<ul style="list-style-type: none"> La SIES collaborera avec les intervenants afin de déterminer les détails d'un programme de médicaments sur ordonnance dans l'objectif de commencer à mettre le programme en œuvre de façon graduelle dès avril 2012. 	Terminé Annoncé le 10 déc. 2013
3. Augmenter le salaire minimum.	<ul style="list-style-type: none"> L'augmentation du salaire minimum à 10 \$ l'heure est prévue pour septembre 2011. 	Terminé le 1er avril 2012
	<ul style="list-style-type: none"> Indexer le salaire minimum à l'inflation tous les ans. 	En cours
4. Fournir du financement stable aux refuges pour sans-abri d'ici cinq ans.	<ul style="list-style-type: none"> 460 000 \$ pour réduire les problèmes de santé et de sécurité dans les abris pour itinérants (avril 2010). 500 000 \$ pour le financement à long terme des abris (août 2010 et juin 2011). 250 000 \$ pour le financement à long terme des abris prévu pour mai 2012. 	Terminé
5. Prévoir des protections pour les locataires de chambres et pensions dans la Loi sur la location de locaux d'habitation.	<ul style="list-style-type: none"> Des modifications ont été apportées à la <i>Loi sur la location de locaux d'habitation</i> afin de protéger les pensionnaires. 	Terminé Avril 2010
6. Fournir des fonds pour l'établissement de systèmes de transport communautaire alternatifs (comme le service de transport à la demande).	<ul style="list-style-type: none"> Un fonds de 900 000 \$ a été établi pour financer les projets de transport communautaire. Au 1 avril 2014, 36 projets de transport communautaire axés sur les personnes vivant dans la pauvreté avaient été offerts dans des collectivités du N.-B. 	En cours
7. Développer et mettre en œuvre un modèle intégré de prestation des services axé sur les personnes à faible revenu.	<ul style="list-style-type: none"> Le ministère du Développement social (DS) a entamé un processus de planification stratégique qui prévoit un examen de son modèle de prestation de services pour s'assurer qu'il est axé sur les clients. Le 29 septembre 2011, DS et EPFT ont annoncé la formation d'un comité conjoint. 	Continu

Occasions de devenir (apprentissage pour la vie et acquisition de compétences)		
<p>8. Investir dans le secteur de l'apprentissage et de la garde des jeunes enfants pour veiller à ce qu'un minimum de 20 % des nourrissons et de 50 % des enfants âgés de deux à cinq ans au Nouveau-Brunswick aient accès à une place en garderie réglementée.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Au 1er janvier 2014, il y avait 24 276 places, soit 4 363 de plus qu'en octobre 2010. • Au 1er janvier 2014, il y avait 1 750 places pour nourrissons, soit 327 de plus qu'en octobre 2010. • Au 1er janvier 2014, il y avait 10 122 places pour enfants d'âge préscolaire (2 à 5 ans), soit 1 173 de plus qu'en octobre 2010. 	Continu
<p>9. Grâce à la collaboration avec le secteur des affaires et le secteur sans but lucratif, offrir des services de mentorat en littératie à tous les élèves des 1^{re} et 2^e années ayant de la difficulté à lire, de sorte que chaque enfant puisse terminer ses études secondaires avec suffisamment de compétences en littératie et en numératie, grâce au programme Littératie au primaire.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Le programme Littératie au primaire a été établi en mai 2009; il s'agit d'un partenariat public-privé destiné à améliorer les taux de littératie chez les enfants de l'école élémentaire. L'organisme sans but lucratif fournit des tuteurs bénévoles après l'école aux enfants de la 1^{re} à la 3^e année qui ont des difficultés en lecture, dans les secteurs francophone et anglophone. <ul style="list-style-type: none"> • Au 26 mars 2013, le programme ELF était offert dans 25 écoles anglophones et le programme CLEF dans 28 écoles francophones partout dans la province. • Le gouvernement réexamine en ce moment le protocole d'entente qui inciterait les employés du gouvernement du Nouveau-Brunswick à participer au programme comme tuteurs en leur fournissant du temps libre rémunéré. <p>Secteur anglophone Mise à jour de janvier 2014 (source : Rapport annuel 2012-2013)</p> <ul style="list-style-type: none"> • En moyenne, les élèves ont augmenté leur niveau de lecture de 2,69 sur une échelle de 30 niveaux. • 76 % des élèves participants ont augmenté leur niveau de lecture de 1 à 7 niveaux. • 10 % des élèves participants ont augmenté leur niveau de lecture de plus de 8 niveaux. • 80 % des élèves participants ont augmenté leur niveau de lecture de plus de 2 niveaux. <ul style="list-style-type: none"> • Grâce aux travaux du comité de direction, le secteur anglophone continuera à appuyer les efforts des organismes Elementary Literacy Friends pour coordonner les services de tuteurs bénévoles en alphabétisation pour les élèves de 2^e année dans les écoles qui expriment un intérêt envers le programme. <ul style="list-style-type: none"> • Mise à jour du 19 octobre 2012 : Le gouvernement a annoncé du financement pour cinq ans dans son budget du printemps. L'objectif est d'obtenir du financement durable et de recruter ainsi que former 2 200 tuteurs au cours des cinq prochaines années pour les jumeler avec des élèves ayant des besoins en matière de littératie au cours des premières années dans 212 écoles du Nouveau-Brunswick <p>Secteur francophone Mise à jour de janvier 2014 (source : Rapport annuel 2012-2013)</p> <ul style="list-style-type: none"> • En moyenne, les élèves ont augmenté leur niveau de lecture de 4,65 sur une échelle de 30 niveaux (échelle de Clay). • 80 % des élèves ayant participé au programme CLEF ont augmenté leur niveau de lecture de 1 à 7 niveaux. • 35 % des élèves ont augmenté leur niveau de lecture de plus de 6 niveaux. • 75 % des élèves ont augmenté leur niveau de lecture de plus de 2 niveaux. <ul style="list-style-type: none"> • Le secteur francophone dispose du programme CLEF, qui a été mis à l'essai en 2009 avant d'être déployé dans 18 écoles. Le programme CLEF consiste en des centres d'alphabétisation établis dans les écoles offrant, après les heures de classe, des services individualisés de tutorat et de mentorat aux élèves de la 1^{re} à la 3^e année qui éprouvent de la difficulté à lire et à écrire. Durant l'année scolaire 2012-2013, 10 à 15 écoles de plus ont participé au 	<p>Continu</p> <p>En cours</p> <p>En cours</p> <p>En cours</p>

	<p>programme.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Au 19 octobre 2012 : Le programme fonctionne différemment dans le secteur francophone. Bien que le financement continuera à provenir de Littératie au primaire, le recrutement et la formation des tuteurs se feront dans les écoles qui choisiront de participer. Le ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance (EDPE), secteur francophone, aide à coordonner le programme et travaille à l'améliorer constamment de concert avec les districts. 	
10. Adopter une loi sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants.	<ul style="list-style-type: none"> • La <i>Loi sur les garderies éducatives</i> a été adoptée en avril 2010. <ul style="list-style-type: none"> • Au 19 octobre 2012 : Avec le transfert de responsabilités de DS à EDPE, on a dû modifier la <i>Loi sur les garderies éducatives</i> avant sa promulgation; le titre de la loi, notamment, a changé pour <i>Loi sur les services à la petite enfance</i>. On entreprendra la rédaction des règlements assortis à l'automne 2012 et la loi sera promulguée par la suite. • Au 30 janvier 2014 : La <i>Loi sur les services à la petite enfance</i> a reçu la sanction royale le 13 décembre 2013; il reste à faire une demande de promulgation une fois qu'EDPE aura pu prendre connaissance des commentaires du public sur les règlements accompagnant la <i>Loi</i>. 	En cours
		En cours
11. La Fondation McCain va financer cinq autres centres intégrés pour la petite enfance.	<ul style="list-style-type: none"> • Cinq centres pilotes de développement de la petite enfance ont été mis en place dans le cadre d'un projet de trois ans financé par la Margaret and Wallace McCain Family Foundation. Tous ces centres, sauf un, sont déjà ouverts officiellement. <ul style="list-style-type: none"> • Au 19 octobre 2012 : Le dernier centre n'est pas encore ouvert. En ce qui concerne la fréquentation, l'évaluation de la deuxième année indique une augmentation des heures d'utilisation. EFPE est en attente du rapport d'évaluation de la troisième année, incluant l'utilisation par les enfants, par les adultes et les enfants et par les adultes pour les première, deuxième et troisième années. Ce rapport (le rapport final) devrait être disponible d'ici décembre 2012-janvier 2013. • Au 31 janvier 2014 : Les heures d'utilisation ont augmenté de quelque 24 % dans l'ensemble des quatre premiers sites de démonstration durant la troisième année du projet pilote. Les participants ont indiqué que les enfants touchés étaient mieux préparés à l'école. On a expliqué que les centres de développement de la petite enfance appliquaient un nouveau programme holistique et ludique, qui encourageait les enfants à utiliser leur imagination et à développer leur créativité. L'hébergement des centres dans des milieux scolaires a été décrit comme un avantage pour la détection précoce des besoins spéciaux et l'application des interventions appropriées. Les participants ont indiqué que ce modèle faisait de l'école un endroit où les familles pouvaient jouer, apprendre et grandir ensemble. Les activités culturelles, les célébrations des fêtes et les projets mobilisant l'école dans son ensemble étaient vus comme autant de façons d'intégrer les familles à la communauté scolaire. Les participants ont observé un changement dans l'attitude des parents envers l'école et dans le genre de relations qu'ils établissaient avec les enseignants et les administrateurs. (Communiqué et rapport : http://www.gnb.ca/0000/ECHDPE/ELCC-Centers.asp). 	Terminé
12. Faire progresser le concept des écoles communautaires, en mettant un accent particulier sur la littératie, la numératie, la dynamique de vie, l'apprentissage expérientiel, les métiers, les programmes d'enseignement coopératif et les activités parascolaires.	<ul style="list-style-type: none"> • On a établi un fonds annuel de 1 million de dollars pour soutenir les écoles d'apprentissage communautaire – officiellement appelées écoles communautaires (septembre 2010). Disponible jusqu'en 2015, ce fonds sera administré par la SIES et les programmes seront mis en œuvre par les Réseaux d'inclusion communautaire. <ul style="list-style-type: none"> • Au 1 avril 2014 : Un total de 146 projets d'apprentissage communautaire axés sur les personnes vivant dans la pauvreté ont été offerts à la grandeur de la province. • Le Ministère analysera l'utilisation de ses écoles. L'analyse consistera en partie à veiller à l'utilisation optimale des écoles par la collectivité. • Secteur francophone : 78 % des écoles (72 écoles sur 93) sont déjà considérées comme des écoles communautaires et profitent des services d'un coordonnateur d'écoles communautaires; 34 sont déjà reconnues officiellement et 39 sont en attente de reconnaissance. • Secteur anglophone : On est en train d'évaluer le succès de l'école communautaire et d'examiner le modèle appliqué dans le secteur francophone pour décider des prochaines étapes. Trente-cinq établissements sont toujours 	Continu
		Continu
		Continu
		Continu

	désignés comme des écoles communautaires. Dans le cadre de la restructuration des districts, chacune dispose maintenant d'un agent d'engagement communautaire et on emploie 22 coordonnateurs d'écoles communautaires partout dans la province pour travailler directement avec les écoles à améliorer les programmes locaux. Les établissements revoient les contrats de location qui s'appliquent à l'utilisation communautaire des locaux dans l'optique de standardiser les modalités et les prix à la grandeur de la province.	
13. Poursuivre la formation des enseignants afin d'élargir les options du programme d'enseignement pour répondre aux besoins des divers styles d'apprentissage.	<ul style="list-style-type: none"> Le secteur anglophone, de concert avec les quatre facultés d'éducation anglophones (UNB, UNB-SJ, Crandall, STU), a élaboré des normes de pratique à l'intention des enseignants débutants au Nouveau-Brunswick. L'élaboration des normes est terminée et la formation des enseignants se poursuit. <ul style="list-style-type: none"> Au 19 octobre 2012 : Durant l'année scolaire 2011-2012, le sous-ministre adjoint et le personnel des services éducatifs du secteur anglophone d'EDPE ont rencontré toutes les facultés d'éducation pour discuter de l'application des normes de pratique des enseignants en formation pré-service. Opérationnalisées à même les normes d'amélioration des écoles du Nouveau-Brunswick, ces normes ont été mises en vigueur dans 75 écoles (voir les différentes mises à jour d'EPFT au point M). 	Terminé et Continu
	<ul style="list-style-type: none"> La Faculté d'éducation de l'Université de Moncton a aussi établi un « profil de sortie » pour les enseignants débutants. Ce travail a été entrepris en 2010 en collaboration avec le secteur francophone du Ministère et les districts scolaires, qui ont fourni des commentaires et des suggestions. Le profil établit des normes pour les enseignants débutants. L'Université de Moncton a élaboré un programme de formation destiné aux professeuses et aux professeurs en enseignement universitaire après d'étudiantes et d'étudiants ayant un handicap. Cette formation en ligne comporte un module d'introduction et dix modules tenant compte de divers troubles d'apprentissage et de handicaps. Le lancement des modules aura lieu à l'automne 2012. 	Continu
OCCASIONS D'APPARTENANCE (PARTICIPATION COMMUNAUTAIRE)		
14. Élaborer une stratégie globale du logement qui prévoit des quartiers à revenu mixte, l'aspect abordable, des logements avec services et des coopératives d'habitation.	<ul style="list-style-type: none"> Une stratégie pour le logement (autrefois appelée cadre stratégique) a été mise au point pour le logement. Elle guidera les efforts du gouvernement provincial pour accroître la disponibilité des logements, assurer l'accès des personnes ayant un handicap et réduire le sans-abrisme chronique. 	Terminé
15. Explorer la notion d'entreprise sociale et de fonds d'investissement communautaires.	<ul style="list-style-type: none"> La SIES a créé un comité consultatif sur l'entreprise sociale et les fonds d'investissement communautaires. <ul style="list-style-type: none"> Le comité a établi un cadre de planification de projets pour élaborer un modèle d'entreprise sociale qui favorisera la croissance sociale et économique. Le comité a présenté son rapport et ses recommandations à la réunion du conseil de la SIES, le 12 juin 2012. Le rapport a été soumis à Communautés saines et inclusives, Finances, EPFT, DS et Développement économique le 17 avril 2013. Au 30 janvier 2014 : Comme suite au rapport, on a formé un groupe de travail sur l'entreprise sociale chargé d'examiner la pertinence et la faisabilité d'adapter les possibilités indiquées dans le document pour créer un cadre stratégique à long terme. Le groupe de travail a établi quatre sous-comités correspondant chacun à l'un des quatre secteurs. Le groupe de travail est en train de rassembler les recommandations formulées par les quatre sous-comités, exercice devant mener à la création d'une stratégie potentielle de soutien au développement de l'entreprise sociale au Nouveau-Brunswick. Annonce dans le budget 2014-15 : SBTC & CEDIF 	Terminé Le 12 juin 2012 Soumis au gouv. le 17 avril 2013
16. Renforcer la capacité des personnes à faible revenu à intégrer la main-d'œuvre qualifiée, grâce aux	<ul style="list-style-type: none"> Le ministère de l'Éducation postsecondaire, de la Formation et du Travail a dévoilé une nouvelle stratégie intitulée Travailler ensemble à l'alphabétisation des adultes : stratégie d'alphabétisation des adultes du Nouveau-Brunswick. La stratégie met l'accent sur quatre priorités : réduire les obstacles et accroître 	La stratégie est terminée; la formation se poursuit. Continu.

<p>possibilités de formation, d'éducation et de bénévolat offertes dans le cadre de la transition au travail et grâce également à la formation en cours d'emploi.</p>	<p>la participation; augmenter le nombre et l'éventail des possibilités d'apprentissage; assurer la qualité et l'efficacité des programmes d'alphabétisation pour les adultes; consolider les partenariats afin d'élaborer un système d'alphabétisation des adultes efficace (février 2011). En collaboration avec le Réseau communautaire d'apprentissage pour adultes, EPFT a mis au point une formation en littératie numérique.</p> <p>Au 3 février 2014</p> <ul style="list-style-type: none"> • EPFT continue à offrir des programmes et des services qui répondent aux priorités établies dans Travailler ensemble à l'alphabétisation des adultes : stratégie d'alphabétisation des adultes du Nouveau-Brunswick. • La stratégie de logement du Nouveau-Brunswick, intitulée <i>Un foyer, c'est l'espoir</i>, a été achevée en 2010. • La stratégie a pointé des objectifs clés pour augmenter les logements abordables et réduire l'itinérance et pour envisager le continuum du logement du sans-abrisme à la propriété, en passant par le logement locatif abordable. • La stratégie de logement vise principalement à rendre les logements de qualité plus abordables, à assurer la viabilité du logement subventionné par le gouvernement, à créer plus de possibilités d'accession à la propriété et à soutenir davantage l'accessibilité pour les personnes handicapées. • La stratégie de logement englobe un cadre d'orientation quinquennal sur l'itinérance intitulé <i>Un foyer pour tous!</i> Le plan consiste en partie à fournir un financement stable aux refuges pour les personnes itinérantes. • Il y a 7 refuges d'urgence au Nouveau-Brunswick, pour un total de 157 lits. Le fonctionnement et les programmes de ces établissements ont été financés à hauteur de 500 000 \$ depuis 2011. Les régions qui ne disposent pas d'un refuge ont accès à un financement de 15 000 \$ pour offrir un soutien aux personnes itinérantes par l'intermédiaire d'un organisme sans but lucratif régional. • On a mis 460 000 \$ à la disposition des refuges pour régler des problèmes de santé et de sécurité. • On réserve maintenant des suppléments de loyer aux résidents des refuges en transition vers un logement abordable, stable et doté des services de soutien nécessaires. • Dans le cadre du Programme de logement abordable, depuis 2010, on a créé 63 unités pour personnes de moins de 65 ans vivant seules. Les résidents de refuges pour sans-abri en transition vers un logement permanent ont accès à ces unités. • On a versé 250 000 \$ à des organismes sans but lucratif pour financer des services de proximité aux clients des refuges pour sans-abri à la grandeur de la province. Il s'agit d'aider les sans-abri chroniques à conserver leur logement pour diminuer le nombre des clients des refuges d'urgence avec le temps. • Le cadre stratégique envisage un Nouveau-Brunswick où le sans-abrisme n'existe pas, parce que les personnes itinérantes ou à risque de le devenir ont accès, en temps voulu, à une vaste gamme d'options et de mesures de soutien qui répondent à leurs besoins particuliers en matière de logement. • Pour accroître le nombre de logements locatifs abordables dans la province, on a créé 260 unités dans le cadre du Programme de logement abordable depuis 2010. • Sur ce nombre, 100 unités ont été réservées aux personnes âgées et 61 aux personnes handicapées. • Pour rehausser la qualité des logements abordables existants, on en a rénové ou réparé 326 depuis 2010 dans le cadre du Programme d'aide à la remise en état des logements locatifs. • Durant les quatre dernières années, on a dépensé 24,4 millions de dollars pour assurer la viabilité des logements subventionnés par le gouvernement en les modernisant, en les réparant, en les rénovant et en les améliorant. • En 2010, on a bonifié le Programme d'accession à la propriété pour permettre à un plus grand nombre de Néo-Brunswickois d'en profiter et de devenir propriétaires. Depuis 2010, 88 ménages se sont prévalus de ce programme. 	
--	---	--

	<ul style="list-style-type: none"> • Le Programme de logements adaptés pour les aînés autonomes finance les modifications qui permettent aux aînés de vivre plus longtemps chez eux de manière autonome. Depuis 2010, 102 ménages ont profité de ce programme. • Le Programme fédéral-provincial de réparations offre aux ménages à faible revenu des prêts et des subventions qui leur permettent de faire effectuer des réparations indispensables et/ou urgentes; 2 342 ménages ont profité de ce programme. • Le Programme fédéral-provincial de réparations pour personnes handicapées offre aux personnes admissibles le financement voulu pour accroître l'accessibilité de leur logement. Depuis 2010, le programme a financé 409 ménages. 	
17. Réduire les obstacles à l'éducation permanente, la rendant plus accessible et abordable.	<ul style="list-style-type: none"> • Depuis décembre 2009, les investissements faits par le gouvernement pour accroître l'accès à l'éducation postsecondaire comprennent un montant d'un million de dollars pour créer des places supplémentaires dans les collèges communautaires du Nouveau-Brunswick et un montant de 108 millions de dollars pour les nouvelles constructions et la rénovation des édifices existants. • Le Nouveau-Brunswick a investi plus de 3 millions de dollars pour aider les Autochtones à poursuivre des études postsecondaires (juin 2013). • Le Nouveau-Brunswick a annoncé un gel des frais de scolarité dans les quatre universités publiques et dans les collèges communautaires (janvier 2010). Depuis lors, les collèges ont imposé de modestes augmentations : 200 \$ par année (2011 et 2012) et 150 \$ par année (2013). • En matière de droits de scolarité, le gouvernement a adopté une politique autorisant une hausse des frais de scolarité à l'université ne dépassant pas 3 % par année à partir de 2014-2015 (les frais de scolarité à l'Université St. Thomas n'augmenteront pas de plus de 3 % de la moyenne provinciale des universités publiques, à l'exclusion des frais de scolarité à l'Université St. Thomas et d'une indexation de 170 \$ par année à partir de 2014-2015). • La hausse de 3 % des frais de scolarité à l'UNB, l'U de M et l'Université Mount Allison correspond à ce qu'on a toléré dans les deux dernières années et demeure inférieure à la hausse moyenne au Canada, qui se situe à environ 4,25 % en 2012-2013 et à 3,35 % en 2013-2014 (Statistique Canada). L'Université St. Thomas, qui pratique actuellement les frais de scolarité les plus bas dans la province, pourra les harmoniser à la moyenne provinciale dans les quelques années à venir. 	Continu
	<ul style="list-style-type: none"> • Des projets sont en cours pour accroître le nombre d'Autochtones qui poursuivent des études postsecondaires. • Projets visant à accroître la participation des groupes sous-représentés, comme les Autochtones, les personnes handicapées, les résidents des milieux ruraux, les hommes et les apprenants qui reprennent des études postsecondaires. <p>Au 3 février 2014</p> <ul style="list-style-type: none"> • On rapportait la présence de 159 étudiants autochtones dans les CCNB en janvier 2013, comparativement à 136 en janvier 2012. • On indique une hausse du nombre d'étudiants autochtones à l'université, mais les chiffres restent à communiquer. 	En cours
	<ul style="list-style-type: none"> • Les projets destinés à accroître l'accès au collège communautaire du Nouveau-Brunswick se poursuivent. En septembre 2011-2012, le gouvernement a investi 3,5 millions de plus dans de nouvelles places, puis 1,13 million de plus en 2012-2013. En 2013-2014, 720 000 \$ ont été investis pour des places de 2e année dans les programmes annoncés l'année précédente 	Continu
	<ul style="list-style-type: none"> • En 2011-2012, le financement accordé pour améliorer l'accès aux études postsecondaires des étudiants issus d'une famille à faible revenu a été augmenté à 1,5 million de dollars. 	Continu
	<ul style="list-style-type: none"> • On a élaboré un plan de communication pour la SIES et les réseaux d'inclusion communautaire (RIC) et on l'a présenté au conseil de la SIES le 23 octobre 2012. • La SIEC communique Continuellement avec les RIC, les divers secteurs et les ministères, tant au Nouveau-Brunswick qu'à l'extérieur de la province. Le plan 	Continu

	de communication de la SIES a aidé les RIC à réaliser les activités de sensibilisation du public à leurs plans régionaux de réduction de la pauvreté et à leurs initiatives en matière de programmes. La SIES a publié trois recueils d'histoires de succès vécues dans les RIC.	
Prestation et reddition de comptes		
19. Adopter la Loi sur l'inclusion économique et sociale.	<ul style="list-style-type: none"> La Loi sur l'inclusion économique et sociale a reçu la sanction royale. 	Terminé en avril 2010
20. Créer la Société d'inclusion économique et sociale.	<ul style="list-style-type: none"> Le conseil d'administration et la SIES ont été créés en juin 2010. Le conseil d'administration surveille l'application et l'évaluation de la Loi sur l'inclusion économique et sociale. 	Terminé
21. Créer trois comités consultatifs de la SIES.	<ul style="list-style-type: none"> Les trois comités consultatifs ont été créés en novembre 2010 pour fournir des renseignements sur : la réforme de l'aide sociale, les prestations en matière de santé et l'entreprise sociale et les fonds d'investissement communautaire. Les trois comités ont remis leur rapport final. 	Terminé
22. Créer les réseaux d'inclusion communautaire (RIC).	<ul style="list-style-type: none"> Les 12 réseaux d'inclusion communautaire ont été établis et approuvés par le conseil d'administration. Les RIC mettent leurs plans régionaux à jour pour le 31 mars 2014. 	Terminé Juin 2011

Résumé :

77 % des initiatives sont terminées ou permanentes.

23 % sont en cours.

PRIORITY ACTION	ACTION DETAILS	STATUS OF ACTIONS
OPPORTUNITIES FOR BEING (meeting basic needs)		
1. Reform the New Brunswick Social Assistance system as follows:		In Progress
IMMEDIATE	<ul style="list-style-type: none"> Elimination of the interim social assistance rate program (single employable people). 	Completed January 2010
	<ul style="list-style-type: none"> Extend health card for persons exiting social assistance for up to 3 years until prescription drug program is introduced. 	Completed December 2009
	<ul style="list-style-type: none"> The household income policy will only be applied to social assistance recipients who are in spousal relationships. 	Completed January 2010
OVER FIVE YEARS	<ul style="list-style-type: none"> Move from rules based to outcome based system - an active case management system with an employment orientation. 	In progress
	<ul style="list-style-type: none"> Move from passive assistance to employment orientation. 	In progress
	<ul style="list-style-type: none"> Move from focus on income poverty to social and economic inclusion. 	In progress
	<ul style="list-style-type: none"> Restructure and increase social assistance rates including a new regime more appropriate for persons with disabilities. 	Completed October 1, 2013
	<ul style="list-style-type: none"> Significant overhaul of household income policy. 	Completed October 1, 2013
	<ul style="list-style-type: none"> Introduction of vision and dental care for children in low-income families by April 1, 2011. 	Completed Launched Sept 1, 2012
	<ul style="list-style-type: none"> Provide more opportunities to keep earned income as individuals transition to work. 	Completed October 1, 2013
	<ul style="list-style-type: none"> Reform wage exemptions to include a working income supplement. 	Completed October 1, 2013
	<ul style="list-style-type: none"> Raise allowable asset exemption. 	Completed with implementation being October 2014
	<ul style="list-style-type: none"> Link benefits such as child care, home heating and health to household income to the extent possible. 	Completed August 2011
2. Create a prescription drug program for non-insured citizens	<ul style="list-style-type: none"> ESIC to work together with stakeholders to determine the details of a prescription drug program for non-insured citizens with the goal of starting to phase in the program by April 2012. 	Completed Announced Dec 10, 2013
3. Minimum Wage Increases	<ul style="list-style-type: none"> Minimum wage increase to \$10 per hour scheduled for September 2011. 	Completed April 1, 2012
	<ul style="list-style-type: none"> Adjustment with inflation annually. 	In progress
4. Provide stable funding for homeless shelters within five years.	<ul style="list-style-type: none"> \$460,000 to alleviate health and safety concerns in homeless shelters. (April 2010). \$500,000 for long term funding of shelters. (August 2010 & June 2011). \$250,000 for long term funding of shelters scheduled for May 2012. 	Completed
5. Include protection for Roomers and Boarders in the Residential Tenancies Act.	<ul style="list-style-type: none"> Amendments were made to the Residential Tenancies Act to protect boarders. 	Completed April, 2010
6. Provide funding for community transportation alternatives.(such as Dial-a-Ride)	<ul style="list-style-type: none"> A \$900,000 fund has been established to finance community based transportation projects. As of April 1, 2014: 36 community transportation projects focusing on individuals in poverty have been offered in communities across NB. 	Ongoing
7. Develop and implement an integrated service delivery model focused on low income people	<ul style="list-style-type: none"> Social Development has commenced a strategic planning process which will include a review of its service delivery model to ensure that it is client focused. September 29, 2011 – SD and PETL announced the establishment of a joint committee between PETL and SD. 	Ongoing
OPPORTUNITIES FOR BECOMING (life-long learning and skills acquisition)		
8. Invest in early learning and child care to ensure that a minimum of 20% of infants and 50% of 2 to 5 year olds in New Brunswick may access a registered early learning space.	<ul style="list-style-type: none"> As of January 1, 2014, there are 24,276 licensed spaces which is an increase of 4,363 since October, 2010. As of January 1, 2014 there were 1,750 infant spaces, an increase of 327 spaces since October, 2010. As of January 1, 2014 there were 10,122 preschool spaces (2-5), an increase of 1,173 spaces since October, 2010. 	Ongoing

<p>9. Provide a literacy mentor, through collaboration with the business and non-profit sectors to every student in grades one and two who is struggling to read, so that every child may graduate with adequate literacy and numeracy skills through the leadership of Elementary Literacy/Littératie au primaire.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Elementary Literacy/Littératie au Primaire program was established in May 2009, as a public/private sector partnership, with the aim of improving literacy rates in elementary school children. The non-profit organization provides after school volunteer tutors to children struggling to read in grades 1 through 3 in both the Anglophone and francophone sectors. <ul style="list-style-type: none"> Update March 26, 2013: The ELF Program is currently in 25 schools (English) and the Programme CLEF is currently being delivered in 28 schools (French) throughout the Province. Revisit the proposed memorandum of understanding that would encourage GNB employees to participate as tutors, allowing time off with pay to participate. <p>Anglophone sector Update January, 2014: source: Annual Report 2012-2013</p> <ul style="list-style-type: none"> On average, the students increased their reading level by 2.69 on a 30 level scale 76% of participating students increase their reading skills by one to seven levels 10% of participating students increase their reading skills by more than eight levels 80% of participating students increase their reading skills by more than two levels <ul style="list-style-type: none"> The Anglophone sector will continue to support, through steering committee work, the ELF organizations efforts to coordinate volunteer literacy tutors to grade 2 students in schools which express interest in this program. <ul style="list-style-type: none"> As of October 19, 2012: Five-year funding for this program was announced in the Government's spring budget. The goal is to raise funds for sustainability and to recruit and train 2200 tutors over the next five years to match after-school volunteers to students in need of literacy support at the early years for 212 NB schools. <p>Francophone sector Update January, 2014: source: Annual Report 2012-2013</p> <ul style="list-style-type: none"> On average, the students increased their reading level by 4.65 on a 30 level scale; 80% of participating student to the CLEF program increased their reading skills by 1 to 7 levels; 35% of participating student to the program increased their reading skills by more than 6 levels; 75% of participating student to the program increased their reading skills by more than 2 levels. <ul style="list-style-type: none"> The francophone sector has a programme called CLEF, which was piloted in 2009, is now established in 18 schools. CLEF consists of literacy centers established in the schools which provide after-school individualized tutoring and mentoring for Grade 1-3 students who have reading and writing difficulties. Throughout the 2012-2013 school year, 10 to 15 more schools will participate in the program. <ul style="list-style-type: none"> As of October 19, 2012: The program works differently within the francophone sector. Although the funding will continue to come from Littératie au Primaire, the recruitment and training of tutors will be done in the schools that chose to participate. EECD (francophone sector), helps coordinate the program and works with the districts to continuously improve the program. 	<p>Ongoing</p> <p>In progress</p> <p>In progress</p> <p>In progress</p>
<p>10. Introduce an Early Learning and Child Care Act.</p>	<ul style="list-style-type: none"> The Early Learning and Child Care Act has been passed in April 2010. <ul style="list-style-type: none"> As of October 19, 2012: With the transfer of responsibilities from SD to EECD, there were amendments required to the unproclaimed Early Learning and Child Care Act, one being a change in name for this Act which is now the Early Childhood Services Act/ Loi sur les services à la petite enfance, also not yet proclaimed. Drafting of Regulations will be undertaken Fall 2012 with proclamation to follow. As of January 30, 2014: The ECS Act received Royal Assent on December 13, 2013; the next step is to request proclamation once EECD 	<p>In progress</p> <p>In progress</p>

	has had the opportunity to review the comments that came in from the public on the Regulations that accompany the Act.	
11. The McCain Foundation will fund 5 additional integrated early learning sites.	<ul style="list-style-type: none"> Five early childhood development center demonstration sites were developed as part of a three year pilot project by the Margaret and Wallace McCain Family Foundation. All but one of these sites has been officially opened. <ul style="list-style-type: none"> As of October 19th, 2012: The last site is not open. As for attendance, the result of the second year evaluation shows an increase in utilization hours. EECD is currently awaiting the third year evaluation report which will include child, child/adult and adult utilization for years 1, 2 & 3. This third year evaluation report (the final report) should be available by Dec. 2012/Jan. 2013. As of January 31, 2014: Utilization hours increased by approximately 24% across the initial four demonstration sites in the third year of the pilot. Participants indicated that children involved in the model were more prepared for school. ECDCs were described as employing a holistic, play-based emergent curriculum that encourages children to use their imagination and develop their creativity. Being housed in schools was described as beneficial for the early identification of special needs and the implementation of appropriate interventions. Participants indicated that within this model, the school becomes a place for families to play, learn and grow together. Cultural activities, holiday celebrations, and school-wide initiatives were seen as engaging families in the school community. Participants noted a change in parental attitudes towards school, and in the kinds of relationships that parents were building with teachers and administrators. (Press release and report: http://www.qnb.ca/0000/ECHDPE/ELCC-Centers.asp). 	Completed
12. Advance the community schools concept with a particular focus on literacy and numeracy, life skills, experiential learning, trades and cooperative education and extra-curricular activities.	<ul style="list-style-type: none"> A \$1 million annual fund to support community learning (formally called community schools) schools has been developed. (September 2010). The fund will operate until 2015. ESIC will administer this fund and programs for the fund will be implemented by the Community Inclusion Networks. <ul style="list-style-type: none"> As of April 1, 2014: A total of 146 community learning projects focusing on individuals in poverty have been offered in communities across NB. The Department will be undertaking an analysis of the utilization of its schools. Part of that analysis will involve ensuring that we are maximizing our community use of schools. Francophone sector: Francophone sector: 78% of schools (72 of 93) are already considered community schools and benefit from the services of a community schools coordinator; 34 have been officially designated and 39 are pending. Anglophone sector: Currently analyzing success of community schools model and examining model in Francophone Sector to inform planning for next steps. 35 schools are still designated community schools. In the restructuring of districts each now has a Community Engagement Officer and 22 Community Schools Coordinators hired across the province to work directly with schools to enhance localized programs. Facilities have been reviewing rental agreements for community use of the schools with a view to standardizing procedures and fees across the province. 	Ongoing Ongoing Ongoing Ongoing
13. Continue training teachers to expand educational programs to accommodate diverse learning styles.	<ul style="list-style-type: none"> The Anglophone sector of the Department, in agreement with the four English Faculties of Education (UNB, UNB-SJ, Crandall and STU) has developed standards of practice for beginning teachers in New Brunswick. The work on the standards has been completed; the training of the teachers is ongoing. <ul style="list-style-type: none"> As of October 19th, 2012: The Anglophone ADM of EECD and staff from the Educational Services Division met with all faculties of education during the 2011-12 school year to discuss how the teacher standards were being implemented in pre service training. The standards are being operationalized within the NB School Improvement Standards and have therefore been introduced in 75 schools. (See point M for various updates from PETL). 	Completed & Ongoing
	<ul style="list-style-type: none"> The Université de Moncton's Faculty of Education has also prepared a "profil de sortie" for beginning teachers. Work was undertaken this past winter (2010) in collaboration with the Francophone sector of the Department and school districts that provided feedback and suggestions. The "profil" establishes standards for beginning teachers. The Université de Moncton has developed 	Ongoing

	a training program aimed at professors and university professors for students and students with disabilities. This on-line training includes an introductory module and ten modules with different learning disabilities or handicaps. The modules will be launched Fall 2012.	
OPPORTUNITIES FOR BELONGING (COMMUNITY PARTICIPATION)		
14. Develop a comprehensive housing strategy that enables mixed income neighbourhoods, affordability, supported housing options, and Co-op housing.	<ul style="list-style-type: none"> • A Housing Strategy (initially a Housing Framework) has been completed which will guide the province in increasing the availability of housing, ensuring access for persons with disabilities, and reducing chronic homelessness. 	Completed
15. Explore the concept of social enterprise and community investment funds.	<ul style="list-style-type: none"> • ESIC has created an Advisory Committee on Social Enterprise and Community Investment funds. <ul style="list-style-type: none"> • The Committee has developed a project plan framework to develop a social enterprise model that will foster social and economic growth. The report with recommendations for action was presented to the ESIC board at the June 12, 2012 meeting. The report was presented to HIC, Finance, PETL, SD and Economic Development on April 17, 2013. • As of January 30, 2014: As a result of the report, a Working Group on Social Enterprise was established to examine the relevance and practicality of adapting the possibilities identified in the report and to create a long-term policy framework. The Working Group established four sub-committees made up of the four sectors. The Working Group is in the process of gathering the recommendations from the four sub-committees which will lead to the creation of a potential strategy to support the development of social enterprise in New Brunswick. • Announcement in 2014-15's budget: SBTC & CEDIF 	Completed. June 12, 2012. Presented to gov April 17, 2013
16. Strengthen the ability of low-income people to enter the skilled work force through the provision of training, education and volunteer opportunities as part of the transition to work as well as job training.	<ul style="list-style-type: none"> • PETL unveiled a new adult literacy strategy, <i>Working Together for Adult Literacy: An Adult Literacy Strategy for New Brunswick</i>. The strategy focuses on four priorities: reducing barriers and increasing participation; increasing the number and range of learning opportunities; ensuring the quality and effectiveness of adult literacy programs; and strengthening partnerships to develop an effective adult literacy system (February 2011). PETL in collaboration with The Community Adult Learning Network has developed a Digital Literacy program. As of February, 3 2014: <ul style="list-style-type: none"> • PETL continues to deliver programs and services that meet the priorities within the adult literacy strategy <i>Working Together for Adult Literacy: An Adult Literacy Strategy for New Brunswick</i>. • In 2010, "<i>Hope is Home</i>", New Brunswick's Housing Strategy was completed. • The Strategy identified key objectives for increasing affordable housing and decreasing homelessness, and looks at the continuum of housing from homelessness, to affordable rental housing, to homeownership. • The focus of the Housing Strategy is to make quality housing more affordable, ensure the sustainability of government assisted housing, create more homeownership opportunities, and increase assistance for accessibility for persons with disabilities. • The Housing Strategy incorporates a 5 year Homelessness Framework, entitled "<i>A Home for Everyone</i>". Part of the plan is to provide stable funding for homeless shelters. • There are 7 emergency shelters in New Brunswick with a total of 157 beds. Funding in the amount of \$500,000 has been provided to the homeless shelters for operation and programming costs since 2011. Regions without shelters have access to funding in the amount of \$15,000 to provide support to the homeless through a regional non-profit organization. • \$460,000 has been made available to shelters to address health and safety concerns. • Rent supplements are now being targeted specifically to transition residents of shelters into affordable, stable housing, with the proper supports. 	The strategy is completed; training is ongoing.

	<ul style="list-style-type: none"> • Under the Affordable Rental Housing Program, 63 units for Non-elderly Singles have been created since 2010. These units are available to transition residents of homeless shelters into permanent housing. • Funding in the amount of \$250,000 has been provided to non-profit organizations to provide outreach services to the homeless shelter-clients across the province. This funding provides outreach services to support people who have been chronically homeless maintain their tenancies, therefore bringing down the number of individual clients using emergency shelters over time. • The vision of the Framework is that New Brunswick become a province where chronic homelessness does not exist because people who are homeless or at-risk of homelessness can access a broad range of housing options, in a timely manner, to meet their specific needs, with the proper supports. • To increase the number of affordable rental units in the province, 260 units have been created under the Affordable Rental Housing Program since 2010. • Of these units, 100 units have been specifically designated for seniors and 61 for persons with disabilities. • To increase the quality of existing affordable rental units, 326 have been renovated or repaired since 2010 under the Residential Rehabilitation Assistance Program. • During the past 4 years, \$24.4M has been spent to ensure the sustainability of government assisted housing, through modernization and improvement, as well as repairs, renovations, and upgrades. • In 2010, enhancements were made to the Homeownership Assistance Program to allow more New Brunswickers to benefit from this program and become homeowners. Since 2010, 88 households have participated in the program. • Under the HASI (Housing Adaptation for Seniors Independence) program, funding is available for modifications that allow seniors to live independently in their own homes longer. Since 2010, 102 households have accessed this program. • The F/P Repair Programs provide low-income households with loans and grants to complete mandatory and/or emergency repairs, and under this program, 2,342 households have benefited from the program. • Under the F/P Disabled Program, eligible households can access funding to improve the accessibility of their homes. Since 2010, 409 households have benefited from this funding. 	
<p>17. Reduce Barriers to Continuing Education making it more accessible and affordable.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Since December 2009, government investments in increasing access to post-secondary education included \$1 million in additional training seats at the New Brunswick Community College and Collège Communautaire de Nouveau-Brunswick, as well as \$108 million for new construction and building upgrades. (December 2009 to present). • New Brunswick invested more than \$3 million to help Aboriginal persons pursue post-secondary education. (June 2013). <ul style="list-style-type: none"> • New Brunswick announced tuition freezes at the four public universities and community colleges. (January 2010). Since then, the colleges have made modest increases to tuitions fees: \$200 per year (2011 and 2012) and \$150 per year (2013). • Government has adopted a tuition policy that allows for an annual university tuition increase of up to 3% starting in 2014-2015 (at St. Thomas University Tuition will be increased by no more than 3% of the provincial average of publicly funded universities excluding the tuition of STU, as well as an adjustment of \$170 per year for the next four years starting 2014-15). • The 3% increase in tuition for UNB, U de M and MTA reflects what has been tolerated in the past two years and remains lower than the average increase in Canada of about 4.25% in 2012/2013 and 3.35% In 2013/2014 (Stats. Can.). STU, which currently has the lowest tuition in the province, will have the opportunity to bring its tuition rate to within the provincial average over the next few years. 	<p>Ongoing</p>

	<ul style="list-style-type: none"> • Projects with the objective of increasing the participation of Aboriginal persons in post-secondary education are ongoing. • Projects with the objective of increasing the participation of underrepresented groups such as Aboriginals, persons with disabilities, persons from rural areas, males, second chance learners in post-secondary education. <p>As of February, 3 2014:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Number of Aboriginal students at NBCC reported in January 2013 was 159 vs 136 from January 2012. • There is an indication of an increase in Aboriginal students in University but we are awaiting those numbers. 	In progress
	<ul style="list-style-type: none"> • Projects aimed at increasing access to New Brunswick Community College and Collège Communautaire de Nouveau-Brunswick campuses are ongoing. In September 2011-2012, Government invested \$3.5 million in additional training seats. In 2012-2013, Government added an additional \$1.13 million in additional training seats. And, in 2013-2014, \$720,000 was invested to pay for 2nd years seats in programs announced the year before. 	Ongoing
	<ul style="list-style-type: none"> • In 2011-2012, funding for improving access to post-secondary education for families with lower incomes was increased to \$1.5 million. 	Ongoing
18. Develop a public awareness campaign which is critical to the success of the poverty reduction strategy.	<ul style="list-style-type: none"> • Communications plan has been developed for ESIC and the CINs and was presented to the ESIC Board on October 23, 2012. <ul style="list-style-type: none"> • ESIC communicates on an ongoing basis with the CINs, the various sectors, and government departments, both within and outside NB. The use of ESIC's communication plan has assisted the CINs with their regional public awareness activities concerning their regional poverty reduction plan and their program initiatives. ESIC has published three volumes of CIN Success Stories. 	Ongoing
Delivery & Accountability		
19. Pass the <i>Economic and Social Inclusion Act</i>	<ul style="list-style-type: none"> • The <i>Economic and Social Inclusion Act</i> received Royal Assent. 	Completed April 2010
20. Create the Economic and Social Inclusion Corporation	<ul style="list-style-type: none"> • The Board and Corporation were created, June 2010 with a Board of Directors who oversees implementation and evaluation of the <i>Economic and Social Inclusion Act</i>. 	Completed
21. Create three advisory committees of ESIC.	<ul style="list-style-type: none"> • The three Advisory Committees were created November 2010 to provide input on: Social Assistance Reform, Health Benefits, Social Enterprise and Community Investment Funds. • The three committees have submitted their final report. 	Completed
22. Create Community Inclusion Networks (CINs).	<ul style="list-style-type: none"> • All 12 Community Inclusion Networks have been established and approved by the Board of Directors. The CINs are updating their regional plans for March 31, 2014. 	Completed June 2011

Summary:

77% of actions are completed or ongoing

23% are in progress

Faits saillants des activités

Date	Faits saillants des activités
2008	
Octobre	Annonce de l'initiative d'engagement public visant à adopter un plan de réduction de la pauvreté au N.-B.
2009	
Janvier à avril	Dialogues publics
Juin à septembre	Tables rondes
Novembre	Forum final menant à l'adoption de <i>Ensemble pour vaincre la pauvreté : Le Plan d'inclusion économique et sociale du N.-B.</i>
Décembre	Prolongement de la carte médicale pendant trois ans pour les personnes qui quittent l'aide sociale
2010	
Janvier	Élimination de l'aide temporaire du programme d'aide au revenu
Janvier	La politique économique relative aux ménages s'applique désormais seulement aux bénéficiaires de l'aide au revenu qui sont en relation de couple
Avril	Adoption de la <i>Loi sur l'inclusion économique et sociale</i>
Avril	Financement stable aux refuges pour sans- abri pendant cinq ans.
Avril	Modifications apportées à la <i>Loi sur la location de locaux d'habitation</i> pour protéger les résidents
Avril	Augmentation du salaire minimum à 8,50\$ l'heure
Mai	Nomination du Président et des co- présidents de la SIÉS
Juin	Nomination des autres membres du CA de la SIÉS
Juin	Première rencontre du CA
Septembre	Augmentation du salaire minimum à 9,00\$ l'heure
Octobre	Investissement dans l'apprentissage précoce et les services de garde
Août à janvier 2011	La SIÉS embauche son personnel
2011	
Janvier	Première rencontre des trois comités consultatifs
Février à octobre	Établissement des 12 réseaux d'inclusion communautaire (RIC)
Avril	Augmentation du salaire minimum à 9,50\$ l'heure
Août	Prestations pour la garde d'enfants, l'aide au chauffage et la santé sont liées dans la mesure du possible au revenu familial.
Novembre	Début du financement des RIC pour appuyer les initiatives en matière de transport et d'apprentissage communautaires
2012	
Avril	Augmentation du salaire minimum à 10\$ l'heure
Juin	Conférence provinciale sur le transport communautaire
Juin	Le comité consultatif sur les soins de la santé présente au gouvernement son rapport sur les soins dentaires et de la vue

Date	Faits saillants des activités
2012	
Juin	Le comité consultatif sur l'entreprise sociale et les fonds d'investissement communautaire (ESFIC) présente son rapport au gouvernement
Septembre	Lancement du programme <i>De beaux sourires et une bonne vision</i> pour les enfants des familles à faible revenu
Octobre	Le comité consultatif sur la réforme de l'aide sociale présente son rapport au gouvernement
2013	
Mai	Établissement d'un groupe de travail interministériel sur le transport
Octobre	Restructuration et hausse des taux d'aide sociale
Octobre	Refonte de la politique économique des ménages
Octobre	Hausse des possibilités de gains monétaires pour les bénéficiaires de l'aide sociale qui font la transition vers le travail
Octobre	Changements aux exemptions de salaire pour inclure un supplément au revenu
Septembre à Octobre	Dialogues publics <i>Ensemble pour vaincre la pauvreté 2</i>
Septembre à Octobre	Rencontres avec les associations régionales et provinciales
Octobre à avril 2014	Élaboration de <i>Ensemble pour vaincre la pauvreté : Le Plan d'inclusion économique et sociale du Nouveau-Brunswick 2014-2019</i>
Octobre	Première rencontre du groupe de travail interministériel pour les personnes vivant en pauvreté
Décembre	Annonce du <i>Régime médicaments du N.-B.</i>
2014	
Février	Annonce par le gouvernement de la création des fonds d'investissements communautaires et du crédit d'impôt pour les petites et moyennes entreprises à la suite des recommandations du comité consultatif (ESFIC)

Highlights of Activities

Date	Highlights of Actions
2008	
October	Announcement of the public engagement initiative to adopt a poverty reduction plan for NB
2009	
January to April	Public Dialogues
June to September	Round Table discussions
November	Final forum to adopt <i>Overcoming Poverty Together: The N.B. Economic and Social Inclusion Plan</i>
December	Extension of health card for up to 3 years for persons exiting social assistance
2010	
January	Elimination of the interim social assistance rate program
January	Application of household income policy to social assistance recipients in spousal relationships
April	Establishment of the <i>Economic and Social Inclusion Act</i>
April	Provision of stable funding for homeless shelters within five years. Funds also provided in 2011 & 2012
April	Amendments to the Residential Tenancies Act to protect boarders
April	Minimum wage increase to \$8.50/hr.
May	Appointment of ESIC's President and four Co-Chairs
June	Appointment of Board Members
June	First Board of Directors meeting
September	Minimum wage increase to \$9.00/hr.
October	Investment in early learning and child care spaces
August to January 2011	Hiring of ESIC staff
2011	
January	<i>First meetings of three Advisory Committees</i>
February to October	Creation of 12 Community Inclusion Networks (CINs)
April	Minimum wage increase to \$9.50/hr.
August	Linkage of benefits such as health, child care and home heating to household income to the extent possible
November	Commencement of ESIC funding for Community Inclusion Network projects in Community Transportation and Community Learning
2012	
April	Minimum wage increase to \$10/hr
June	Hosting of Community Transportation conference by ESIC
June	Presentation of Advisory Committee for Health Benefits – Dental and Vision Report to government

Date	Highlights of Actions
2012	
June	Presentation of Advisory Committee for Social Enterprise and Community Investment Funds (SECIF) Report to government
September	Launch of <i>Healthy Smiles Clear Vision</i> program for children in low income families
October	Presentation of Social Assistance Reform Advisory Committee Report to government
Date	Highlights of Actions
2013	
May	Development of GNB Interdepartmental Transportation Working Group
October	Restructure and increase of Social Assistance rates
October	Overhaul of the household income policy
October	Provision of more opportunities for people transitioning to work to keep earned income
October	Reform of wage exemptions to include a working income supplement
September to October	Public Dialogues – <i>Overcoming Poverty Together 2</i>
September to October	Regional and Provincial stakeholder meetings
October to April 2014	Development of the <i>Economic and Social Inclusion Plan: Overcoming Poverty Together 2014-2019</i>
October	First meeting of the Interdepartmental Working Group on Persons Living In Poverty
December	Announcement of <i>New Brunswick Drug Plan</i>
2014	
February	Announcement of Community Economic Development Initiative Funds and Small Business Tax Credit based on the SECIF Report